GUERRE A LA GUERRE

Perspectives anarchistes et internationalistes **Mars 2022**

p. 2 Contre la guerre et la mobilisation militaire - Notes préliminaires sur l'invasion de l'Ukraine
p. 4 La guerre commence ici
p. 6 A la brutalité de la guerre
p. 8 Logiques de guerre
p. 10 Le désespoir est obsolète
p. 11 Fragments pour une lutte insurrectionnelle contre le militarisme et le monde qui en a besoin
p. 18 La guerre commence ici : paralysons son infrastructure, là où nous le pouvons

Contre la guerre et la mobilisation militaire (notes provisoires sur l'invasion en Ukraine)

L'État russe tente de conquérir l'Ukraine. Ce même État qui a aidé à réprimer le mouvement biélorusse vers la liberté et, il y a seulement quelques semaines, a écrasé la révolte au Kazakhstan avec ses chars. Poutine cherche à étendre son pouvoir autocratique et à broyer tout mouvement de rébellion ou de résistance, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. Pourtant, lorsque tous les démocrates occidentaux chantent en chœur la défense de la liberté et de la paix, il s'agit d'hypocrisie orchestrée : ce sont les mêmes démocrates qui imposent par la force des rapports coloniaux de pouvoir et d'exploitation à travers leurs « opérations de paix », c'est-à-dire des guerres d'agression à coups de drones et de bombes ou des occupations de territoires; les mêmes qui fournissent en armes des dictateurs et des bourreaux ; les mêmes qui sont directement ou indirectement responsables de massacres contre des réfugié.e.s et des insurgé.e.s, en ne jurant aujourd'hui que par la paix. Une paix sacrée en Europe, qui n'existe d'ailleurs pas comme promis depuis 70 ans, et qui a toujours signifié la guerre dans les pays globalisés du Sud – à travers des guerres par procuration, à travers des livraisons d'armes, à travers les frontières et le colonialisme. Si l'Occident soutient pleinement l'Ukraine, c'est parce qu'il s'agit d'un allié.

Nous sommes dégoûtés par les deux camps de cette guerre : au lieu de nous positionner d'un côté ou de l'autre, nous nous opposons à toutes les armées d'État et à leurs guerres – nous exécrons non seulement leurs massacres, mais aussi leur obéissance de cadavre, leur nationalisme, la puanteur de caserne, la discipline et les hiérarchies. Prendre position contre toute forme de militarisme et d'État ne signifie pas pour autant que nous rejetions le fait de prendre les armes. Quand des anarchistes ukrainien.ne.s décident de se défendre les armes à la main – eux-mêmes et leurs proches, pas l'État ukrainien –, alors nous sommes solidaires avec eux. Mais une position anarchiste contre la guerre – même contre une guerre d'agression impérialiste –, ne doit pas dépérir au point de défendre un État et sa démocratie, ou de devenir un pion dans leur jeu. Nous ne choisissons pas le côté du moindre mal ou celui des gouvernants les plus démocratiques, car ces mêmes démocraties ne s'intéressent aussi qu'à leur propre expansion de propre pouvoir et se fondent aussi sur la répression et l'impérialisme. La guerre est l'essence de tout État : il occupe un territoire et se déclare comme seul exécutant légitime de la violence, il défend ses frontières et contrôle la population qui doit le servir. Dans ce sens, nos pensées et notre solidarité vont aussi à tous ceux qui fuient l'enrôlement forcé, qui désertent, qui refusent de tirer sur l'ennemi parce qu'il porte le mauvais uniforme ou parle la mauvaise langue. Cette solidarité, qui transcende les frontières construites du nationalisme et conduit finalement à la fraternisation, peut être révolutionnaire. Parce que lorsque des personnes sur le territoire dominé par l'État russe sortent dans la rue contre la guerre et que des habitant.e.s d'Ukraine fuient le recrutement de force, c'est une dynamique qui peut se débarrasser de toute la saloperie nationaliste que l'État tente de planter dans nos cœurs et nos esprits, et dont les conséquences sont la mentalité de troupeau, le culte des guides et de la virilité, l'esprit de martyre, les massacres, les fosses communes et les génocides. Ce nationalisme conduit à diviser les personnes entre chair à canons et ennemis à éliminer. Il mène à ne plus voir des individus, mais seulement des armées, des uniformes, des nations, des ethnies, des croyants – alliés ou ennemis.

Quand des personnes désertent la logique de guerre étatique, avec ou sans armes ; quand des individus s'opposent, avec ou sans armes, à toute occupation étatique ; quand certain.e.s aident et soutiennent des réfugié.e.s et des déserteurs ; quand des individus fraternisent par-delà les frontières et les lignes de front – quelque chose peut alors être opposé au bain de sang de l'État. Si l'État, ses généraux et ses politicien.ne.s ne connaissent que la langue de l'oppression, les opprimé.e.s connaissent la langue de l'empathie et de la solidarité. En fin de compte, ce sont toujours les riches et les puissants qui veulent la guerre, car ils sont les seuls à profiter du pouvoir et de l'argent, et ce sont toujours les pauvres qui se font massacrer. Quel que soit le régime, le même rôle leur est toujours attribué, celui d'esclaves, d'exploité.e.s et d'exclu.e.s. Les gros bonnets ukrainiens ont été les premiers à quitter le pays dans leurs jets privés.

Alors que l'Occident fournit des armes à l'armée ukrainienne, la machine de propagande et de réarmement bat son plein sur le front de l'intérieur patriote : l'armée allemande doit être perfectionnée, la population doit être mobilisée contre la Russie. Tandis que les bombes explosent à quelques centaines de kilomètres, la « paix » militariste règne ici : de nouvelles armes, de nouveaux équipements,

de nouveaux soldats sont à acheter, produire et former. Après l'état d'urgence lié au Covid, la population est à nouveau plongée dans la peur et l'effroi, et on nous dit clairement qui suivre et qui offre sa protection : Papa État, armé jusqu'aux dents.

Depuis les premiers jours de guerre nous sommes également confronté.e.s à une mobilisation générale « culturelle ». On nous rappelle que l'Ukraine serait proche de nous, non seulement par la distance kilométrique, mais aussi culturellement. Immédiatement, la fraction culturelle de la gauche libérale et y compris radicale, sait comment elle pourrait à son tour soutenir l'effort de guerre contre l'expansion de l'ennemi russe à la maison. Cet espace subculturel où il est avant tout question de style de vie, celui que la démocratie offre si généreusement et qui a été si massivement restreint ou exilé dans la sphère digitale au cours des deux dernières années, est à présent invoqué pour activer et cimenter dans les cœurs de la population un sentiment d'appartenance commune avec les alliés, et de séparation d'avec l'ennemi. Il serait en effet moins facile de mettre en œuvre la poursuite de la militarisation matérielle de l'Ouest annoncée dès le début de la guerre, sans le soutien culturel de la strate éduquée libérale de gauche.

Cette propagande de guerre militariste et culturelle peut et doit être perturbée et sabotée. Dans les semaines et les mois à venir, nous serons sûrement confronté.e.s à une rhétorique et à une propagande guerrières visant par tous les moyens à resserrer les rangs occidentaux derrière la guerre : « En tant que démocrates nous soutenons l'Ukraine par tous les moyens, car elle se défend contre la méchante dictature russe », telle en sera la tonalité. Mais pour l'OTAN, peu importe que la population ukrainienne ait plus ou moins de libertés : il s'agit de lignes de défense géopolitiques, de marchés et de zones d'influence, et c'est pour cela qu'elle sera prête à investir des milliards d'euros et de munitions.

Aux affrontements guerriers entre deux États nous voulons opposer notre antimilitarisme : un mouvement anti-guerre qui ne repose pas sur la solidarité avec une nation ou un État, mais sur le refus de toute guerre étatique. Quel que soit le territoire sur lequel nous vivons, nous pouvons perturber, déserter et saboter la propagande, la logistique et la logique de la guerre : en mettant des bâtons dans les roues de la mobilisation nationale et continentale, en méprisant toute mentalité de cadre ou de recrue, en attaquant le réarmement et la militarisation intérieurs, en sabotant les lignes de ravitaillement militaires et en bloquant l'industrie d'armement.

Pour le moment, ce qui se passe en Ukraine est encore confus pour nous : alors que le nombre de morts parmi les civils monte en flèche, nous entendons des rumeurs selon lesquelles on armerait cette même population. Si les événements chaotiques se développaient dans le sens d'une guerre de guérilla ou de partisan.ne.s, cela pourrait éventuellement – pas forcément du tout – ouvrir des possibilités aux révolutionnaires. Des anarchistes se trouvant sur le territoire dominé par l'État russe font également l'hypothèse qu'un échec de l'offensive guerrière pourrait déboucher sur des soulèvements en Russie.

Cependant, face à l'effusion de sang en cours, nous sommes conscients que la plupart du temps, la guerre et la militarisation n'amènent que davantage de guerre et de militarisation, que la souffrance et la misère qu'elles provoquent assombrissent généralement les possibilités de libération sociale… Dans cet esprit, nos pensées vont aux personnes sur place qui cherchent leurs propres chemins sans se plier aux ordres et aux idéologies d'un État quel qu'il soit.

27 février 2022
Traduit de l'allemand de *In der Tat n°14,* printemps 2022

Une douce nuit de début août. Les fraîcheurs du matin invitent au réveil dans les foyers d'un faubourg de Liège, au sud-est de la Belgique. Pourtant, ce matin-là, il n'y a que la lumière du soleil qui chasse les dernières ténèbres : tout le courant électrique est coupé. Un court-circuit ? Un problème sur le réseau de distribution ? Non. Pendant la nuit, des flammes ont ravagé un bâtiment dans la sous-station électrique du faubourg, où le courant à haute-tension est transformé en courant à moyenne-tension. Si la cause n'est pas connue, sauf qu'il s'est agi manifestement d'une « combustion », le résultat est indéniable : tout le courant est coupé dans une dizaine de communes.

Et alors, dirait-on ? Eh bien, c'est que ce faubourg anonyme aux alentours de Liège a un nom célèbre qui est bien connu dans certains milieux. Plus précisément, les mi-lieux militaires, et cela dans le monde entier. Herstal. Base de la Fabrique Nationale. La plus grande entreprise d'armement de la Belgique, toujours détenue en majorité par l'État belge. FN Herstal a une renommée désormais séculaire : depuis plus de cent ans, on y produit des armes de poing, des fusils et des pistolet-mitrailleurs, on y fabrique des pièces d'artillerie et des mortiers, on y équipe chars, jeeps, hélicoptères etc. avec des systèmes de feu. Aux quatre coins du monde, les armées et les forces de l'ordre se sont équipées chez cette entreprise belge pour perpétrer leurs mas-sacres. Et avec le temps, de nombreuses entreprises d'armement se sont invitées à Herstal, épaulées par leurs conjoints de l'industrie technologique implantée dans la zone industrielle des Hauts-Sarts. Le fait est que toutes ces entreprises ont eu le courant coupé et leur production a été paralysée pendant au moins un jour. Au moins un jour sans que ces usines crachent leurs outils de mort, sans qu'elles puissent renforcer la main armée des États.

Refuser la guerre, attaquer la production d'armement est possible. En ciblant les entreprises mêmes ou en frappant en amont, en allant toucher ce dont elles dé-pendent toutes : le courant électrique et le réseau de télécommunication.

La production d'armes belges à l'arrêt, anarchie! n°6, septembre 2020

La guerre commence ici

Cela fait des semaines que flottait un air vicié par les annonces et les signes de sa réalisation imminente, et voilà, la guerre a éclaté. Une nouvelle guerre, cette fois aux portes de l'Europe. Un récit taillé sur mesure est déjà dans les esprits et sur de nombreuses lèvres : c'est la faute de Poutine. Une formule simple, dont découle ceci : puisque la Russie est le camp du Mal, alors ses ennemis et adversaires ne peuvent qu'être dans le camp du Bien. L'entreprise de production et façonnement des opinions qu'est la communication moderne n'a rien d'une activité esthétique ni spirituelle, bien au contraire, le but poursuivi est tout ce qu'il y a de plus pratique : produire des attitudes et des comportements et en bannir d'autres. En l'occurrence, le grand récit dont on nous abreuve à longueur de journée vise entre autres à mettre en rang la population entière derrière la perspective d'une intervention de l'armée française et d'un affrontement militaire direct (pour l'instant peu probable), autant qu'à faire passer l'engagement protéiforme de l'État français et de ses alliés dans cette nouvelle guerre pour une cause juste. Animés par de louables intentions, les intérêts des capitalistes et des États coïncideraient alors soudainement avec ceux de tout un chacun. Il faut pourtant rappeler une évidence : la cause de la guerre qui déchire l'Ukraine aujourd'hui, comme de toutes celles qui l'ont précédée, réside justement dans l'existence des États. Historiquement, l'État est né de la force militaire ; il s'est développé en se servant de la force militaire ; et c'est encore sur la force militaire qu'il doit logiquement s'appuyer pour maintenir ou étendre sa puissance, qu'il s'agisse de la Russie ou des pays de l'Otan. Si l'existence des individus (civils et militaires) qui meurent des deux côtés du front est censée appartenir à deux charognes différentes, en réalité seule la couleur de leurs drapeaux respectifs diffère mais leur nature est la même : qu'il soit russe ou ukrainien, l'État est toujours l'oppression organisée au profit d'une minorité de privilégiés.

Quand il y a un siècle la Première Boucherie Mondiale terrassait des millions de vies, entraînant dans ses logiques guerrières la quasi-totalité de feu le mouvement ouvrier et révolutionnaire pourtant censé soutenir que, de par leurs conditions d'exploitation similaires, les prolétaires appartiennent au même camp quel que soit leur pays d'appartenance, des anarchistes internationalistes rappelaient que : « *Le rôle des anarchistes quels que soient l'endroit ou la situation dans lesquels ils se trouvent, dans la tragédie actuelle, est de continuer à proclamer qu'il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui, dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploiteurs. Notre rôle, c'est d'appeler les esclaves à la révolte contre leurs maîtres. La propagande et l'action anarchistes doivent s'appliquer avec persévérance à affaiblir et à désagréger les divers États, à cultiver l'esprit de révolte, et à faire naître le mécontentement dans les peuples et dans les armées.* » La guerre totale mobilisant chaque aspect de la vie et chaque pan de la société ne pouvait être arrêtée que par l'action directe des prolétaires eux-mêmes, par leur insubordination au travail comme au front, en bloquant la production, en désobéissant aux supérieurs, en les désarmant, en se mutinant, en interrompant la mobilisation guerrière, en désertant, en s'insurgeant. En somme, c'est toute une organisation de la vie autour de l'État et de ses impératifs guerriers qu'il s'agissait de désarticuler et de désordonner.

La guerre des États entre eux a toujours besoin de la paix sociale, et les appels à l'union et à la solidarité nationale qui fusent de toutes parts n'ont pas d'autres objectifs que d'imposer une trêve interne dans un contexte qui ne brille déjà malheureusement pas par

> Quiconque se pose un moment pour réfléchir sur l'origine des matières premières à la base de nos activités quotidiennes, de l'uranium qui sert au nucléaire aux terres rares, au cobalt, au coltan ou au lithium si nécessaires pour fabriquer nos chères prothèses technologiques, jusqu'au pétrole, devrait facilement arriver à comprendre le lien indissoluble entre la guerre et l'industrie énergétique. Chaque fois que nous achetons un téléphone, chaque fois que nous mettons de l'essence dans notre voiture, nous devrions nous rappeler les atrocités sans fin qui permettent leur existence. Mais cette conscience en soi ne changera en rien la donne, et le simple boycott paraît une solution bien dérisoire face à l'horreur en cours, ou pire encore une bonne manière de se donner bonne conscience tout en restant dans une position de passivité. Autre chose serait de déclarer la guerre à la guerre, et cela signifie pour moi en premier lieu prendre conscience du fait que l'horreur n'est pas uniquement le produit de ces tortionnaires ou de ces massacreurs qui hantent nos esprits mais qui restent toujours trop loin, et qui sont peut-être inatteignables pour nous. Comme nous l'avons vu, bien d'autres acteurs existent derrière ces tortionnaires : politiciens, entreprises énergétiques, banques, architectes, constructeurs, fabricants de technologie, entreprises de transport et de nombreux autres rouages que chacun peut facilement découvrir avec des recherches. Une bonne partie de leurs bureaux, de leurs infrastructures et de leur personnel, sont implantés ici, dans le pays où nous habitons, peut-être dans la même ville et le même quartier. Si arrêter le massacre nous est probablement impossible, s'attaquer à ses responsables, de manière diverse et variée, me semble par contre à la portée de chacun. Malgré l'hypocrite indignation citoyenne et l'indifférence des masses demandant du travail et de la sécurité, et contre les dispositions à l'obéissance, à la passivité et à la dé-légation, agissons pour briser les chaînes et perturber la normalité meurtrière qui régit le monde.
>
> Extrait de *Rien d'extraordinaire. L'implication française dans le massacre yéménite*. Anarchie ! N°10, janvier 2021

sa conflictualité. Les analyses géopolitiques et les calculs raffinés sont inutiles pour repousser la guerre, cela ne pourra se faire qu'en brisant le front intérieur qui s'érige jour après jour, en minant l'unité nationale, en s'opposant à la militarisation de la société et du langage qui ne date pas d'aujourd'hui (« guerre contre le terrorisme », « guerre contre le virus »...), en affirmant haut et fort que nous ne partageons pas plus les perspectives belliqueuses des pays de l'Union Européenne et de l'Otan que celle de La Russie de Poutine, et en incitant ouvertement au défaitisme : il s'agit de transformer la guerre des États entre eux en une guerre *contre les États*.

Quelle pourrait alors être une pratique cohérente avec la perspective internationaliste et antimilitariste que soutiennent les anarchistes ? Comment être « solidaires » avec ceux qui, en Russie et en Ukraine, s'opposent à la guerre et à leur propre État, s'exposant à la mort, aux emprisonnements et aux tortures ? Cela peut consister entre autre à s'en prendre, sur le territoire où l'on vit, à « son » État, à « ses » patrons et industriels, à « son » patriotisme », à « son » économie , à « son » militarisme. Car si ce n'est évidemment pas leurs défenseurs et leurs partisans qui subiront les conséquences directes des jeux de pouvoir entre les États et des affrontements pour leur puissance, mais les personnes vivant en zone d'affrontement militaire, à la portée des balles, des bombes et des destructions, il s'agit alors de briser ce sentiment des puissants d'être à l'abri. Puisqu'une des conséquences économiques de la guerre est l'augmentation du coût de l'énergie, du carburant et des matières premières, et par conséquent de tous les biens de consommation, et que l'acceptation de cette augmentation est d'ores et déjà présentée comme un *effort de guerre*, il s'agit plus que jamais de tenter de nuire à l'économie et au cours normal de l'exploitation, de la production et de la consommation.

Pour être menée chaque guerre a besoin d'une montagne d'armes, d'engins et de matériels militaires qui sont en permanence produits dans des usines en apparence banales par des travailleurs se levant chaque matin pour aller faire leur petite besogne quotidienne. Contre la guerre, il est donc nécessaire d'essayer de tout bloquer. Bloquer et saboter la recherche de mort dans les laboratoires et les universités, bloquer et saboter les usines de mort, bloquer et saboter les communications et les accès ainsi que les échanges de données, bloquer et saboter la logistique de mort qui permet la circulation et l'acheminement, par voies terrestres, aériennes et maritimes, d'armes, de munitions, de véhicules et de matériels de guerre. Le bal des hypocrites, ces dirigeants, experts, économistes et autres journalistes qui se félicitent et acclament chaque mois la signature d'un nouveau maxi-contrat de vente d'armes et autres véhicules militaires à un autre État, tandis qu'ils semblent maintenant découvrir et s'inquiéter du fait que la guerre empile les morts – car, étonnamment, les balles et les obus tuent ! – , est révélateur d'au moins une chose : les guerres et la militarisation sont produites *ici*, elles sont préparées et projetées *ici*, elles rapportent de juteux profits *en grande partie ici* (comme en témoignent magistralement le record de bénéfices de l'entreprise *Dassault Aviation* pour l'année 2021 ainsi que la hausse de plus de 30 % des titres en Bourse de *Thalès* dans un contexte de baisse généralisée). Face à cela, il s'agit en somme de *mener la guerre à la maison*.

> En pleine « crise sanitaire », le gouvernement français a donc lancé un plan d'investissement baptisé France Relance pour soutenir des projets d'industries stratégiques – implantation, augmentation de la production, projets de recherche,... Ornés de concepts à la mode, comme « booster la résilience de l'économie française », des financements ont depuis été octroyés à 160 entreprises. Elles se situent toutes dans les domaines de la défense, l'aéronautique, l'électronique, ainsi que des bio-technologies (« agro-alimentaire » et « santé ») et de la télécommunication, avec de nombreux lots gagnants attribués à des entreprises qui développent le côté industriel de la 5G (de la robotisation à l'exploitation des données en passant par le serrage du contrôle sur la production et la logistique). [...] Si les discours sur la relance de l'industrie nationale sont des roulements de tambours de guerre, les amants de la liberté ont intérêt à ne pas ignorer, endormis par des décennies de « pacification » et accoutumés à l'invraisemblance d'un conflit militaire majeur, ce que cela signifie. Ils ont intérêt à réfléchir, dès maintenant, à comment continuer à combattre l'État, aussi quand il entre en guerre et fomente le massacre. Et à élargir leurs regards, en étudiant plus minutieusement ce qu'une sélection de 160 entreprises-lauréates dit sur le monde dans lequel nous vivons, et comment nous pouvons nous battre contre le destin horrible vers le-quel il nous mène.
>
> Extrait de *Roulements de tambours de guerre. Relance de l'industrie nationale, anarchie!* n°14, mai 2021

Enfin, et bien que cela puisse sembler étonnant de dire ça dans le climat de guerre actuelle, il est impossible de faire une distinction fondamentale entre temps de guerre et temps de paix, entre autres raisons parce qu'un des piliers du militarisme aujourd'hui et depuis une centaine d'années est la recherche duale, visant « *simultanément à maximiser les retombées civiles de la recherche de défense et à faire bénéficier le domaine de la défense des avancées de la recherche civile* », comme cela est très clairement assumé par le délégué général pour l'armement responsable du programme n° 191 *Recherche duale (civile et militaire)* dans le budget 2022, et comme en témoigne l'existence de la panoplie d'objets électroniques qui tapissent notre quotidien. Si cela pouvait au moins faire taire ceux qui croient encore à l'importance du rôle de la science et de la recherche technologique pour le « progrès humain », ou au moins les convaincre qu'elles ne sont pas neutres, nous tirons pour notre part une conclusion supplémentaire que nous invitons à partager avec toutes

celles et ceux qui se soucient de lutter contre la guerre : en temps de guerre ou en temps de paix, il est nécessaire de se pencher sur les acteurs, les intérêts et les structures qui, enchevêtrées, rendent concrètement la guerre possible et de chercher les rouages de cette industrie, pour tenter de se donner les moyens de saboter la machine de guerre. Si celle-ci s'incarne dans de grands groupes (à savoir *Nexter*, *Panhard Defense* et *Arquus* pour le terrestre, *EADS*, *SAFRAN* et *Dassault* pour l'aéronautique, *Thales* et *Sagem* pour l'électronique, *Naval Group* pour la navale et *MBDA* pour la missilerie), l'industrie militaire s'appuie aussi sur des milliers de petites entreprises tout aussi indispensables et bien plus accessibles. En ayant en plus à l'esprit que les productions d'armement et d'engins de guerre, de systèmes de défense et de sécurité, de surveillance et de contrôle qui servent à faire la guerre sont les mêmes que celles qui arment le bras de la répression *ici*.

La paix restera un vain mot tant que nous n'aurons pas détruit tous les États et leurs frontières, tant que fleuriront les intérêts de ceux qui s'enrichissent sur l'exploitation et sur la guerre, ceux qui l'ont voulue, ceux qui l'étudie, ceux qui la fomentent, ceux qui la promeuvent, ceux qui la financent, ceux qui la préparent, bref de tous ceux qui de près ou de loin collaborent avec elle. Quelles que soient leurs nationalités, ce sont eux que nous reconnaissons comme nos ennemis, car ils seront toujours des ennemis de la liberté.

anarchie! n° 23, mars 2022

Puisqu'à un moment il faudrait peut-être cesser de se payer de mots face aux atrocités commises quotidiennement par le pouvoir pour s'accaparer des ressources autour du globe, maintenir sa zone d'influence coloniale et terroriser des populations entières. Par exemple en s'intéressant de près à ce genre de petites unités productives éparses regorgeant de machines-outils, autoclaves, fours, fonderies et moules qui sortent chaque jour des pièces de carbone préimprégné, de céramique et d'électronique servant directement aux massacres. A tous ces ateliers décentralisés qui sont alimentés en matières premières et en énergie pour usiner puis faire transporter ces pièces vers les camps et les bases aériennes. Car comment pense-t-on que ce pays est devenu en 2020 le 5e plus grand producteur d'armes, et le 3e plus grand exportateur mondial, sinon aussi grâce à ces requins moins visibles du complexe militaro-industriel ?La guerre n'est pas aussi lointaine qu'on pourrait le croire. Elle commence ici, au beau milieu des campagnes baignées d'une candeur meurtrière.

Extrait de *La guerre commence ici*, anarchie !
N°10, janvier 2021

A LA BRUTALITÉ DE LA GUERRE

A la brutalité de la guerre, et je m'adresse à ceux et celles qui sont encore capables de « la ressentir », il faut répondre en ayant recours à ce qui existe de mieux dans la sensibilité, dans l'empathie et dans la solidarité humaine : mais comment en parler, comment mettre en œuvre cette abîme éthique qui nous sépare des seigneurs des armées – sinon avec la radicalité d'une insurrection anti-militariste ?

Toutes les cyniques et glaciales analyses géopolitiques dont, en fin de compte, on déduit que « l'ennemi de mon ennemi est mon ami » me font de la peine et n'enragent : une logique qui rassemble aussi bien les démocrates philo-atlantistes pointant du doigt l'autocratie russe (prêts à faire valoir dans les événements ukrainiens les principes qui évidemment n'étaient pas valable pour le Kosovo) que les défenseurs de Poutine comme rempart contre l'impérialisme de l'Otan (lesquels ne rougissent pas de honte à l'idée de se solidariser avec ceux qui viennent tout juste de noyer dans le sang la révolte du peuple kazakhe, ni d'être aux côtés de Lukashenko plutôt que de soutenir les luttes des travailleurs et des travailleuses en Biélorussie). N'importe quelle vision du monde qui en arrive à considérer les civils bombardés comme des pions d'un Risk inexorable n'enrage et me fait de la peine.

Mais ce ne sera pas grâce à un pacifisme réduit à la seule dimension de l'esprit – tout autant fier de son horizon utopique que capable de s'auto-absoudre à propos de son inefficacité matérielle –, que cette logique pourra être combattue et vaincue.

Partons des lieux que nous habitons : disons clairement et fortement – le rendant visible – que les militaires dans les rues ne rendent pas plus « sures » nos villes mais en défigurent irrémédiablement le visage. Et réfléchissons de manière critique sur ce qu'il s'est passé pour ne pas nous résigner dans l'impuissance à ce qu'il adviendra. Une considération me vient à l'esprit : pendant deux ans, dans le moment le plus intense de la mobilisation contre le Muos[1], nous sommes parvenus à envahir une base de l'Otan. Je le referais cent fois, mais je ne me pardonne pas de ne pas avoir réussi à donner ma contribution – même en terme de risques personnels – pour que de ces manifestations il ne reste pas simplement un témoignage très digne. Ces antennes devaient être sabotées, démontées,

1 Le MUOS, (littéralement Mobile User Objective System) est une station de télécommunication basée à Niscemi, en Sicile, qui assure les communications ultra-secrètes des forces terrestres, sous-marines et aériennes ainsi que des centres C4 (Command, Control, Computer, Communications and Intelligence) de la marine militaire des États-Unis.

détruites. Le fait de de ne pas y être parvenu, de ne pas même avoir essayé à fond, avec tous les moyens nécessaires, est une des limites qui se retourne contre nous aujourd'hui, à chaque fois qu'un idiot quelconque en vient à remercier Poutine de s'être opposé à la domination états-unienne.

Il est inutile que quelqu'un me rappelle l'hypocrisie avec laquelle on recouvre en Occident les sales affaires avec la bannière rhétorique des droits de l'homme : je sais bien ce que cela signifie d'être alliés à l'Arabie Saoudite, ou aux militaires égyptiens – tout comme je sais parfaitement combien de logique coloniale il existe dans l'imposition de son modèle politique à la moitié du monde, en envoyant des commissaires de l'Union Européenne surveiller la régularité des élections en Palestine et en Égypte, pour ensuite révoquer les résultats dès que le consensus populaire va aux frères musulmans ou au Hamas. En revanche il est plus utile de nous rappeler que s'opposer à la guerre en Serbie ne signifiait pas être aux côtés de Milosévitch, tout comme s'opposer à la guerre en Irak ne signifiait pas oublier l'utilisation de gaz contre les communistes kurdes de la part du régime de Saddam Hussein.

Le refus de cette logique binaire mortifère se nourrit et s'alimente de « gestes hautement exemplaires » et de conflits qui peuvent générer des possibilités inédites : à Naples, il y a un peu plus de soixante dix ans, une révolte des habitants vira l'armée nazie sans attendre l'arrivée des chars états-uniens ; aujourd'hui, en prison sous accusation de massacre prononcée par ceux qui en connaissent long sur les massacres pour en avoir ourdit des terribles, il y a des compagnons accusés d'avoir placé des engins artisanaux pour incendier des véhicules militaires. Que quiconque veut se battre vraiment contre la guerre tente de ne pas manquer de donner son soutien à ceux et celles qui se sont servis de leur cœur comme d'un molotov – et qu'il essaie, tout seul ou en compagnie, de faire de même. De la manière et avec les pratiques que sa propre conscience lui suggère.

Si l'on en revient à la question des moyens, la boucle est bouclée, car c'est dans les moyens que tous les camps se ressemblent au point de se confondre. Quel que soit le dessein politique jugé plus juste qu'un autre, les moyens de la guerre rencontrent la même nécessité fatale qui l'a déclenché au départ : la Coalition euro-américaine est *obligée* de raser des villes entières de la même manière que les organisations militaires palestiniennes sont *obligées* de frapper les civils ; les Républicains irlandais sont *obligés* d'accepter l'aide de Kadhafi, les communistes libanais sont *obligées* de s'allier au Hezbollah ; la Résistance est *obligée* de fusiller ses dissidents de la même manière que l'armée française durant la guerre de 1914-1918… Lorsque Annie Le Brun prend le parti de la Croatie (et de l'Otan) en 1991 ou lorsque la quasi-totalité de l'extrême-gauche clame son soutien aux milices kurdes aujourd'hui, c'est dans le sillon de mille conflits déjà tracés, avec une répartition claire des gentils et des méchants. Tous ces exemples, les uns plus caricaturaux que les autres, retracent le destin d'une lutte pour la liberté devenue guerre.

Il suffit de peu pour que le vent change de sens : d'une poignée de meneurs de peuple pour que la révolte des damnés se retourne contre un bloc, une race, une religion ou un autre peuple ; de quelques alliances pour que le mouvement se retourne contre tous les bouleversements qu'il promet.

Mais il en va sans dire que dans une société fondée sur la violence, celle-ci n'est pas une question de choix. Comme en témoignent tous ceux qui s'y sont aventurés, la guerre elle-même ne peut pas être combattue la fleur au fusil. L'omniprésence diffuse de la guerre à travers les centres de recherche et de recrutement, à travers les usines de mort, à travers la technologie, les casernes et les camps, est protégée par les hommes et les femmes armés. Peut-on porter des coups à cette machine de mort sans que les moyens ne prennent le dessus de la liberté qu'on cherche ? *Une autre guerre est-elle possible ?*

Extrait de l'article *Du bon usage du mal*, paru dans *De passage. Au cul les patries les frontières et les nations. Apériodique de critique sociale cuisinée maison* n°2, Hiver et printemps 2020

Campisme. Lors de la Première boucherie mondiale, si la terrible prise de position de Kropotkine en faveur de la victoire d'une partie des Etats belligérants et au nom de l'espoir d'émancipation même, est devenue célèbre, c'est sans doute parce qu'elle incarnait la faillite toujours possible de l'internationalisme et de l'antimilitarisme, malgré les réponses reçues d'autres anarchistes. Une position campiste même pas originale, puisque les principaux partis socialistes et syndicats ouvriers de l'époque avaient de leur côté déjà cédé aux sirènes de l'Union nationale en s'alignant derrière leur propre Etat belliciste. S'il serait absurde d'oublier que certains anarchistes ont parfois vacillé au pied du mur, y compris dans d'autres types de situations comme les guerres civiles (souvenons-nous du dilemme « *guerre ou révolution ?* » tranché en faveur de la première par la direction de la CNT espagnole), ce serait pourtant aller un peu vite en besogne de ne retenir que cela.

Au fil des guerres qui ont parsemé le siècle dernier, et dans lesquelles ont été pris les compagnons, c'est aussi *envers et contre elles* que bon nombre d'interventions subversives ont pu être mises en pratique en fonction de l'endroit où ils se trouvaient, comme celle de constituer des groupes de combat *autonomes* (généralement décentralisés et coordonnés), de bâtir des réseaux d'aide aux déserteurs des deux camps, de mener des sabotages de l'appareil militaro-industriel à l'arrière des fronts, de saper la mobilisation des esprits et de miner l'unité nationale, d'exacerber le mécontentement et le défaitisme en tentant de transformer ces guerres pour la patrie en insurrections pour la liberté. On nous dira peut-être que les conditions ont bien changé depuis ces expérimentations, mais certainement pas au point de ne pas pouvoir puiser dans cet arsenal-là si on souhaite intervenir dans les hostilités, c'est-à-dire en partant d'abord de nos propres idées et projectualités, plutôt que *du moindre mal* consistant à soutenir le camp et les intérêts d'un Etat contre un autre. Car si nous sommes contre la paix des marchés, contre la paix de l'autorité, contre la paix de l'abrutissement et de la servitude, nous sommes évidemment aussi contre la guerre. Parce que paix et guerre sont en réalité deux termes qui recouvrent une même continuité de l'exploitation capitaliste et de la domination étatique.

Energie. Parmi les différents trains de sanctions grandiloquentes prises par les Etats occidentaux pour frapper leur homologue russe à sa tête comme à sa base, chacun aura pu remarquer des petits jeux de dupe bien compris. Parmi les exceptions de taille à ces sanctions (qui en sont à leur quatrième salve), se trouvent en effet actuellement les exportations russes de matières premières énergétiques (pétrole et gaz) et minières. Et cela tombe bien, puisque la Russie produit 40 % du palladium et 25 % du titane dans le monde, tout en étant le deuxième producteur mondial d'aluminium et de gaz, ainsi que le troisième de nickel et de pétrole. Toutes matières dont les cours flambent depuis le début de l'invasion du territoire ukrainien en procurant davantage de rentrées monétaires à la Russie... qui lui sont par ailleurs en grande partie fournies par les puissants des mêmes pays qui poussent sans cesse de grands cris d'orfraie humanistes à propos la situation en cours. A titre d'exemple, depuis le début de cette guerre, l'Union européenne verse *chaque jour* à la Russie plus de 400 millions de dollars pour son gaz et près de 280 millions pour son pétrole, encaissés directement via les deux banques épargnées par les sanctions financières (et pour cause !), soit *Sberbank* et *Gazprombank*. Et on vous passe les montants gigantesques de tout le reste, indispensable aussi bien à l'industrie automobile occidentale (palladium), à son aéronautique et sa défense (titane) ou aux batteries électriques (nickel).

Quand on dit que *la guerre commence ici*, cela ressemble souvent à une simple resucée d'un vieux slogan idéologique du siècle dernier, mais si quelqu'un venait aujourd'hui à se demander *qui* finance de fait l'attaque russe, il pourrait alors se tourner exactement vers les mêmes qui financent le camp d'en face, à savoir la défense ukrainienne : il s'agit notamment du système techno-industriel des Etats occidentaux, qui ne va pas cesser de tourner à plein régime pour si peu, vu que la guerre, les massacres et les ravages sur la planète font déjà intrinsèquement partie de son fonctionnement.

Et comble d'ironie, il existe alors différents intérêts que les deux Etats belligérants se gardent bien de mettre en pièce dans cette guerre meurtrière, afin de ne pas nuire à leurs financeurs occidentaux communs : les deux immenses gazoducs *Brotherhood* et *Soyouz* venus de Russie, *qui traversent ensuite tout le territoire ukrainien*, avant de se rediriger vers l'Allemagne et l'Italie. Un peu de la même façon qu'aucun des deux belligérants ne souhaite toucher à d'autres objectifs aussi sensibles pour leur économie nationale qu'ils sont vitaux pour les industries aéronautiques de la défense européenne (notamment Airbus et Safran), comme l'usine de titane du groupe *VSMPO-Avisma* située dans la ville toujours sous contrôle ukrainien de Nikopol, et néanmoins propriété directe du principal exportateur du complexe militaro-industriel russe, *Rosoboronexport*. Ce qui pourrait sembler un paradoxe n'est en réalité que l'amère illustration d'une des caractéristiques des guerres inter-étatiques : bien qu'ils les déclenchent sans vergogne à coups de haine nationaliste, religieuse ou ethnique, ce sont rarement les puissants qui en font les frais –en étant évidemment capables de s'accorder entre eux au besoin–, mais bien les populations qui en subissent toutes les conséquences meurtrières. Un peu comme le fait que la France ait continué à fournir à la Russie entre 2014 et 2020 des caméras thermiques pour équiper ses blindés actuellement utilisés dans la guerre en Ukraine, ou des systèmes de navigation et des détecteurs infrarouges pour ses avions de chasse et ses hélicoptères, tout en fournissant désormais à l'Ukraine des missiles

anti-aériens et anti-chars. En matière d'énergie comme d'équipements militaires, les financeurs et les profiteurs de guerre sont également ici, et c'est ici aussi qu'on peut les combattre.

L'un des avantages de la création de petits groupes autonomes décidant à la fois de leurs cibles et de leurs temporalités –pour qui *ici* regarderait la guerre d'un autre œil ou qui *ailleurs* n'aurait pas l'opportunité de fuir ou déciderait volontairement de rester–, pourrait ainsi par exemple résider dans le sabotage des intérêts capitalistes et stratégiques communs aux dirigeants des deux Etats et à leurs alliés, ne pouvant plus servir par la suite ni à l'un ni à l'autre quel que soit le vainqueur. Une *autre* possibilité certes, mais qui ne peut pourtant nulle part tomber du ciel au vu des difficultés à affronter, en nécessitant peut-être de l'avoir déjà développée et préparée avant, notamment à l'aide d'instruments organisationnels facilitant le partage d'efforts, de connaissances et de moyens adéquats. Cette vieille question des intérêts en jeu agitait d'ailleurs déjà les réseaux de résistants hexagonaux sous occupation allemande, dont le commandement comme les services anglo-américains insistaient bien entendu sur le fait que leurs sabotages industriels de tels sites et structures sensibles restent surtout réversibles en ne faisant que ralentir la production ennemie, ou ne viennent détruire que des objectifs non-critiques au futur redémarrage du pays.

Sujets. Dans cette guerre sale, faute d'engager pour l'instant d'intenses combats en zone urbaine, l'armée russe procède depuis plusieurs semaines à l'encerclement et à d'intenses bombardements sur plusieurs villes, selon une tactique déjà éprouvée à Alep. A Marioupol par exemple, où 300 000 personnes survivent assiégées dans de terribles conditions, beaucoup ont dû comprendre à leurs dépens qu'elles étaient en réalité prises en otage sous le feu des deux Etats. Au milieu des immeubles éventrés, c'est ainsi à leur propre armée que de nombreux petits groupes de civils affamés doivent faire face en sortant des abris pour se rendre en quête de nourriture dans les commerces abandonnés.

Afin de maintenir son monopole sur les ruines et de continuer d'affecter prioritairement toute ressource aux hommes en armes, l'État ukrainien a ainsi confié aux volontaires des brigades de *Défense territoriale (Teroborona)* non seulement la tâche de protéger en deuxième ligne ses infrastructures critiques, mais aussi celle de préserver l'ordre public, qui concerne aussi les tentatives de pillages des désespérés. Pour un Etat qui a décrété la loi martiale en tolérant essentiellement dans les villes bombardées des formes d'auto-organisation encadrées permettant de suppléer ses propres carences, le devoir patriotique serait bien entendu d'attendre ses miettes le ventre vide en buvant l'eau des radiateurs, puisqu'il est bien connu que les pillages de la sacro-sainte propriété désertée ne peuvent relever que de soldats ennemis ou de traîtres, comme le martèlent ses ordres du jour. Et au-delà de la situation tragique de Marioupol, c'est la même logique qui est mise en ?uvre dans la capitale Kiev au fur et à mesure de son encerclement par les troupes russes, cette fois avec des couvre-feu dont le dernier en date n'était plus nocturne mais de 36 heures d'affilée afin de donner la priorité à l'armée et à la police, considérant « *toutes les personnes se trouvant dans la rue pendant cette période comme des membres des groupes de saboteurs ennemis* », avec les conséquences qui s'en suivent.

Là encore, affirmer qu'en temps de guerre l'État impose sa main de fer davantage encore qu'en temps de paix non seulement sur les esprits mais aussi sur les corps de *tous ses sujets*, n'est pas qu'un simple poncif éculé : chair à canon ou chair à bombardements, en quête de nourriture ou de complices pour s'auto-organiser hors des carcans étatistes, voire simplement pour respirer un autre air que la promiscuité des abris ou comprendre la situation par soi-même, tout individualité est sommée de s'effacer de gré ou de force sur l'échiquier des deux armées en présence. Une situation qui s'étend évidemment jusqu'aux frontières occidentales de l'Ukraine, que plus de trois millions de personnes réfugiées ont déjà franchies... après avoir été dûment contrôlées pour en écarter tous les hommes entre 18 et 60 ans aptes au service. Si une vague d'entraide avec les familles s'est propagée des deux côtés de la frontière, l'un des aspects les plus remarquables concerne cependant la solidarité ténue qui commence à se mettre en place malgré l'hostilité d'une partie des habitants, avec ceux qui refusent de combattre et n'ont pas tous la possibilité de verser 1500€ aux gardes-frontières ukrainiens corrompus. Notamment grâce à l'établissement de faux certificats médicaux ou de dons de passeports biométriques, seul document officiel accepté en Hongrie ou en Roumanie pendant les deux premières semaines du conflit afin de laisser pénétrer les réfugiés sur leur territoire.

Trier, sélectionner, prioriser, enregistrer, classifier pour séparer aux frontières les bons pauvres des mauvais (y compris selon leur nationalité, comme l'ont constaté sur leur peau les ressortissants des pays africains) n'est bien entendu pas une spécificité de l'État ukrainien en guerre, mais la continuité d'un vaste enfer de collaborations inter-étatiques, de marchandages économiques et d'impératifs géostratégiques. C'est comme cela que les uns sont condamnés à se noyer en Méditerranée, les autres à croupir dans des camps du HCR afin d'être fixés sur des territoires voisins, et les derniers à servir glorieusement leur patrie ou comme esclaves salariés dans des pays riches toujours en quête de main d'?uvre exploitable à vil prix. Car en fin de compte, la férocité du pouvoir –qui ne se révèle jamais tant qu'à travers les guerres, la misère et les massacres qu'il engendre–, tient d'abord peut-être à cela : sa prétention intrinsèque à régner en maître au nom de ses propres intérêts sur le territoire qu'il contrôle, tentant alors de transformer chaque être qu'il dirige en sujets remplaçables, au prix de leur anéantissement comme individus.

Urgence. Depuis de nombreuses années, des vagues de menaces sont brandies et instrumentalisées à tout bout de champ pour distiller la peur, au sein d'une gestion toujours plus militarisée de la « paix » sociale : terrorisme, catastrophe écologique, Covid-19... ou désormais possible embrasement nucléaire dans l'extension du conflit qui brûle aux confins de l'Europe. Et naturellement, la petite musique d'énièmes sacrifices à consentir en rangs d'oignons derrière l'État devient ici aussi chaque jour plus stridente. Mais sur le fond, peut-être est-ce vrai qu'il y aurait quelque chose à sacrifier sans même avoir besoin de parcourir des milliers de kilomètres. Car tout ce vaste système de mort à grande échelle n'est-il pas alimenté par une énergie, une industrie, des transports, des communications et une technologie qui défilent quotidiennement juste sous nos yeux ? Renvoyer la guerre *au monde qui la produit* en interrompant son ravitaillement, serait alors une autre manière de rompre les rangs de l'ennemi, en dispersant partout le conflit contre lui.

Avis de tempêtes. Bulletin anarchiste pour la guerre sociale, n° 51, mars 2022.

LE DÉSESPOIR EST OBSOLÈTE

« Si nous sommes désespérés, que voulez-vous que cela nous fasse ? »

Voilà la question que quelqu'un se posait, il y a plusieurs décennies, face à l'obsolescence de l'être humain.

Et que nous nous posons aujourd'hui, en permanence. Oui, nous en sommes conscients. Après l'éternelle menace nucléaire, après la pandémie de l'automobile, après le réchauffement du climat, après la venue du Grand Frère télématique, après l'érosion du sens, après la banalisation du langage, après la colonisation de la fantaisie… – la liste des motifs qui donnent raison à la résignation, qu'elle soit monacale ou hédoniste, s'allonge toujours – que reste-t-il à faire ? Quelle pensée propager entre les êtres humains désormais indifférents face à toute idée, masticateurs friands d'opinions inoffensives ? Quelle action accomplir dans un monde formaté, dont le moindre aspect est déterminé, habile surveillants des agitations éphémères ?

Et plus l'on se pose la question de comment obtenir des résultats utiles, immédiats, concrets, à brandir comme s'il s'agissait d'un succès qui justifierait nos efforts, la récompense pour notre investissement, plus on arrive, face à la catastrophe sociale qui s'aggrave de jour en jour, à la déprimante conclusion qui suit : il n'y a plus rien à faire, mieux vaut rester muets et ne pas gaspiller ses paroles, mieux vaut ne pas bouger et ne courir aucuns risques.

Mais si la question n'est pas « comment vaincre », mais plutôt « comment vivre », s'il ne s'agit pas de s'adapter au monde qui agonise hors de nous, mais de matérialiser le monde qui bouillonne en nous – alors il n'y a pas de place au doute. Si nous sommes désespérés, que voulez-vous que cela nous fasse ? Rien, absolument rien. Plutôt que de pourrir dans la rancoeur et dans la plainte pour ce qui est, mieux vaut mille fois expérimenter dans l'imagination et dans la chair ce qui pourrait être. Le constat de notre impuissance n'a un sens que s'il nous pousse à découvrir comment dépasser cette impuissance. Donnons deux exemples.

Tout le monde est contre la guerre. Personne ne désire ses massacres, personne ne les approuve, et cependant la condamnation universelle de la guerre est accompagnée par sa justification quasiment tout aussi universelle. Horrible, mais inévitable. Les politiciens la déclarent, les généraux la gèrent, les scientifiques l'innovent, les industriels l'équipent, les journalistes la soutiennent, les soldats combattent, les personnes communes la regardent ou l'ignorent quand elle est lointaine, ils en meurent quand elle est proche.

Mais celui qui est contre la guerre, que peut-il faire aujourd'hui ? Dans quelle mesure les possibilités de l'action antimilitariste ont-elles changé en un siècle ?

C'est un exercice inutile, hormis les visées auto-consolatrices, de rappeler qu'en 1911 il y eut une grève générale contre la guerre en Libye au cours de laquelle, en Émilie Romagne, les lignes ferroviaires et télégraphiques furent interrompues et les convois militaires bloqués ; ou que le 17 mai 1915 près de 100 000 personnes manifestèrent à Turin contre l'entrée en guerre de l'Italie, déchaînant une telle répression de la part de la Cavalerie que ce même après-midi certains ouvriers pillèrent une armurerie et engagèrent des conflits armés avec les forces de l'ordre. C'est un passé à portée de smartphone, non pas de main.Mais le présent, avec ses technologies de contrôle social toujours plus perfectionnées, permet-il seulement de manifester de manière plus ou moins virtuelle son opposition aux massacres ?

Dans la nuit du 3 au 4 novembre [2019], jour de l'Unité Nationale et des Forces Armées, la principale industrie militaire italienne a été envoyé en tilt. Les ouvriers de l'ex-Oto Melara de La Spezia se sont retrouvés à court d'énergie pendant plusieurs jours, à cause d'un black-out qui a frappé un transformateur. Un épisode, auquel les médias de masse n'ont évidemment pas donné beaucoup d'espace, qui fait réfléchir.

En mai 1988 le travail de cette même usine avait été mis en discussion par la dynamite anarchiste qui explosa avec fracas à l'intérieur de ses murs ; trente et un an plus tard il a suffi d'un « problème technique » survenu avec une grande discrétion ailleurs pour interrompre la production de canons, de chars armés et d'autres engins de mort.

Nombreux sont ceux qui ont compris qu'une des préconditions à une authentique transformation sociale est donnée par l'interruption de la normalité quotidienne imposée. Comme cela a été souligné avec justesse, « à travers leur activité quotidienne les hommes « modernes », tout comme les hommes des tribus et les esclaves, reproduisent les relations sociales et les idées d'une société ; c'est-à-dire qu'ils reproduisent la forme sociale de la vie quotidienne ». C'est de ce constat que naissent l'exigence et l'urgence de tout bloquer ; des administrations publiques qui nous convoquent comme citoyens aux magasins dans lesquels nous entrons comme consommateurs, des écoles et des universités que nous fréquentons comme étudiants aux lieux de travail où nous nous épuisons comme salariés. Car plus nous nous comporterons en citoyens, en consommateurs, en étudiants ou en salariés, et plus nous n'aurons comme seul futur d'être des citoyens, des consommateurs, des étudiants et des salariés.

Il en résulte que, pour interrompre le fonctionnement de cette société et conquérir l'espace et le temps nécessaire pour créer tout autre chose, peut-être devrions-nous attendre l'arrivée d'un mouvement social particulièrement combatif ? Et en absence de celui-ci, mais aussi en sa concomitance, ne serait-il pas mieux de chercher à interrompre un maximum de point possible qui alimentent techniquement la reproduction sociale ?À l'aube du 9 janvier dernier [2020], un double sabotage a visé l'autoroute de fibres optiques qui relie Toulouse et Montauban, en France. Deux incendies volontaires ont bouleversé la normalité quotidienne de milliers de clients des différents opérateurs de télécommunications, les empêchant d'accéder à internet et au téléphone. Un tracas non seulement pour les citoyens, mais aussi pour les grosses entreprises (au Leroy Merlin de la zone, par exemple, la ligne téléphonique a sauté). Une conséquence supplémentaire d'un des deux incendies a été la paralysie du trafic ferroviaire. Tout cela n'a duré que quelques heures, au cours desquelles rien n'était plus comme avant.

Alors, amants de la liberté la plus folle, que préférez-vous faire ? Continuer à pleurnicher pour l'intégration du prolétariat, la « trahison » des partis et de syndicats, l'omniprésence de la vidéosurveillance, la fin des grandes narrations, ou bien… ?

Traduit de *Filo scoperto. Contro l'Energia e il suo mondo*

FRAGMENTS POUR UNE LUTTE INSURRECTIONNELLE CONTRE LE MILITARISME ET LE MONDE QUI EN A BESOIN

Enfin, les anarchistes sont contre l'antimilitarisme (hélas, voilà le lapsus, vous voyez, le lapsus n'arrive jamais de manière totalement accidentelle, de fait les anarchistes sont aussi contre un certain type d' « antimilitarisme »). Néanmoins, pour éviter des équivoques regrettables, cherchons à être plus clairs. Je me corrige : les anarchistes sont contre le militarisme. Sur ce point il n'y a aucun doute. Ils sont contre le militarisme, non pas au nom d'une conception pacifiste monotone. Ils sont contre le militarisme, principalement parce qu'ils ont une conception différente de la lutte. C'est-à-dire qu'ils n'ont rien contre les armes, ils n'ont rien contre le concept de défense face à l'oppression. Mais par contre ils en ont beaucoup contre un certain usage des armes, voulu ou commandé par l'État, organisé par les structures répressives. Ils ont beaucoup à dire contre un usage militaire des armes. Alors qu'à l'inverse, ils sont d'accord, du moins dans leur écrasante majorité, pour utiliser les armes contre l'oppresseur, pour utiliser les armes contre ceux qui exploitent et oppriment, pour les utiliser dans une guerre de libération. Pour utiliser les armes contre des personnes précises, contre des réalisations précises de l'exploitation.

Il est donc faux de dire : « les anarchistes sont antimilitaristes », qui revient à dire qu'ils sont pacifistes. Les anarchistes sont contre le militarisme mais pas parce qu'ils sont tous pacifistes. Ils n'ont rien contre le symbole de l'arme, pas plus qu'ils ne peuvent accepter une condamnation de la lutte armée en général, pour utiliser ici ce terme strictement technique qui mériterait une réflexion approfondie. À l'inverse ils sont pleinement d'accord pour un usage particulier des armes : lequel ? Celui où ces objets sont utilisés pour se libérer, parce qu'aucune libération pacifique ne sera possible. Parce que ceux qui détiennent le pouvoir n'auront jamais l'amabilité de se retirer, en paix, sans résister et sans chercher à le conserver à tout prix.
Extrait de *L'anarchisme entre théorie et pratique*, Alfredo M. Bonanno

Qu'est-ce que la guerre ? Qu'est-ce que le militarisme ?

Au cours du temps, les guerres se sont manifestées de différentes manières. Certaines (anciennes) campagnes de conquête, au cours desquelles une puissance impériale civilisatrice s'empare de territoires habités jusqu'alors uniquement par des communautés apatrides, peuvent avoir été menées différemment, du moins par les communautés apatrides, que ces guerres qui opposent les armées de monarques, d'aristocrates, de marchands et d'hommes d'affaires, d'églises ou d'États-nations. Il est même possible qu'elles aient plus en commun avec certaines formes modernes de guerre sur lesquelles je reviendrai.

Pour l'instant, je répondrai à la question de savoir ce qu'est la guerre et le militarisme en partant de ces conflits ancestraux entre les dirigeants, dans lesquels ils lancent leurs armées les unes contre les autres afin de régler une quelconque revendication de domination ou même de régler des querelles personnelles.

Le prince qui commande sa propre armée, par exemple, peut avoir de multiples raisons de partir en guerre contre l'armée d'un autre. Peut-être a-t-il été humilié, peut-être cherche-t-il à obtenir l'amour d'une princesse, ou plutôt la reconnaissance et la faveur de son père, peut-être n'aime-t-il pas le tracé de l'une des frontières de son royaume et souhaite-t-il la repousser un peu plus loin, peut-être veut-il s'emparer d'un trésor ou s'assurer le droit d'exploiter d'autres paysans. Parfois, il convoite la position d'un autre prince plus haut placé, d'autrefois il peut aussi avoir eu une inspiration divine ou avoir pris un mythe trop au sérieux. Quelle que soit sa raison, il est peu probable que ses sujets et ses mercenaires aient une raison suffisante de donner leur vie et leur intégrité pour lui et sa cause. Il se peut même qu'il y ait quelques sujets qui ne partent pas non plus en guerre pour la cause du prince, mais qui considèrent que leur propre cause (un poste plus élevé, une part du butin, etc.) est liée à celle du prince. Mais ces sujets seront toujours peu nombreux et, à l'instar du prince, ils ne seront pas prêts à se mouiller lorsque les épées s'abattront sur les boucliers, que les flèches transperceront les armures et que les lances se briseront sur ce qui a pu être autrefois le corps indemne d'un homme.

Pour constituer une armée, le prince doit donc trouver un moyen de susciter l'intérêt de n'importe quel sujet - pas nécessairement le sien - pour qu'il prenne la place qui lui revient dans le carnage et y reste jusqu'à la fin s'il le faut. Une manière simple de susciter cet intérêt est de payer ses guerriers. Le prince les appelle des mercenaires et il est conscient du problème de leur inconstance. Après tout,

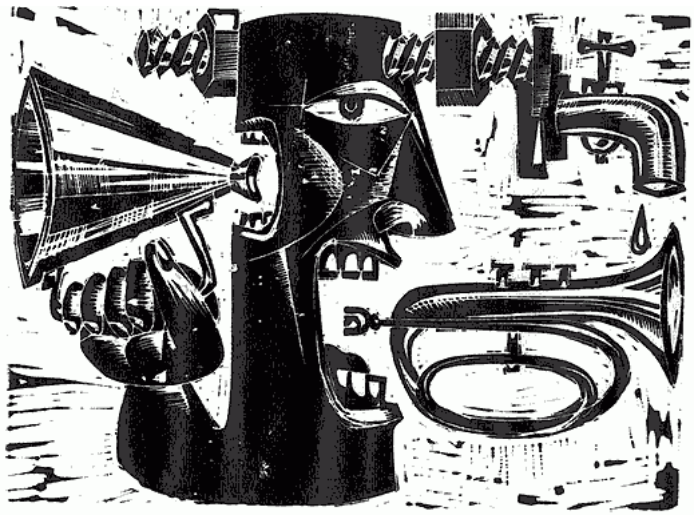
il n'a pu les convaincre de le servir qu'en les payant ou en leur promettant un paiement - parfois aussi en leur promettant une part d'un riche butin, une astuce extrêmement astucieuse, car elle éveille aussi immédiatement l'intérêt du mercenaire à être victorieux. Et le prince sait qu'il n'est pas le seul à posséder de l'argent, son ennemi en détient lui aussi. Il n'est pas rare non plus que des mercenaires désertent avec leur solde et leurs armes face à une force ennemie ou au cours d'une bataille, qu'ils se révèlent inaptes au combat ou qu'ils refusent tout simplement de faire quelque chose pour lequel ils estiment ne pas avoir reçu une solde suffisante. Les armées de mercenaires ne sont donc pas particulièrement appréciées par notre prince. Le système dit d'allégeance est une tentative de remplacer ce lien purement monétaire des mercenaires par une dépendance des sujets, désormais appelés *vassaux*. En échange du droit d'être lui-même un jour despote et d'administrer une petite partie des terres du seigneur, d'asservir les paysans qui y vivent et d'obtenir un certain statut social, le vassal rend toutes sortes de services à son seigneur, le suzerain, et surtout, il part en guerre pour lui - et y engage aussi certains de ses sujets. Ce que le mercenaire n'était pas prêt à faire pour le peu de solde qu'il recevait, le vassal, ce *noble chevalier*, le fait désormais avec plaisir en échange de quelque chose de bien plus sordide : une coquette armure et une place dans l'administration du royaume de son prince. Le militarisme est né.

Contrairement au mercenaire, le vassal en armure ne sera plus jamais en mesure de défendre sa propre cause, car lorsqu'il rentrera d'une longue, fatigante et épuisante campagne militaire, il s'occupera de l'administration du royaume de son suzerain, il extorquera des impôts aux paysans des terres qu'il administre, il s'occupera de la bureaucratie nécessaire et se préparera à la prochaine bataille, car pour lui, après la guerre, c'est avant la guerre. Il peut croire que c'est sa cause qu'il défend ici, mais il restera toute sa vie tout au plus un égoïste trompé.

Son suzerain, en revanche, notre prince, se frotte les mains dans son château, son palais ou son château et porte un toast à son idée astucieuse. Non seulement il n'aura plus à se soucier de gérer ses terres, mais il pourra désormais faire la guerre quand il le voudra et ses vassaux le suivront presque sans condition.

Rapidement, ces vassaux, appelés nobles d'épée, vont mettre en place des sous-vassaux, qui à leur tour vont mettre en place des sous-vassaux. Les hiérarchies ainsi créées permettent non seulement d'administrer des empires en croissance rapide, mais aussi de déterminer l'ordre de l'armée et d'assurer le bon fonctionnement des chaînes de commandement. En effet, l'obéissance et surtout la discipline ne sont pas les vertus les plus importantes d'un sujet seulement en temps de guerre, mais aussi en temps de paix, lorsque les vassaux servent leurs maîtres respectifs dans la vie civile de l'État.

Cet ordre militariste se maintient malgré les nombreuses querelles de pouvoir, les intrigues et les (tentatives de) putschs, jusqu'à ce qu'une nouvelle classe s'empare du pouvoir et renverse ce système de l'extérieur : La bourgeoisie. Après que les têtes de la noblesse soient tombées en France, une restructuration de l'armée s'est imposé également. Une classe moyenne érigée en nouvelle classe supérieure ne peut certes pas se prévaloir des services militaires de la noblesse et, de toute façon, la fidélité de cette dernière ne serait plus assurée maintenant que nous n'avons plus affaire à de petits despotes à la solde d'un prince qui commande. La bourgeoisie continue de se servir de la logique militariste, mais elle a désormais besoin de nouveaux sujets qui se battront pour sa cause. En France et aux États-Unis, puis dans l'ensemble du monde occidental, les premières nations voient le jour et c'est le mythe d'une unité nationale, le nationalisme, qui va désormais mobiliser les sujets à la guerre pour la cause des dominants. Si les vassaux peuvent encore être considérés comme des égoïstes trompés, car ils ont pu croire qu'ils allaient au combat pour leur propre cause, c'est-à-dire pour leur pouvoir, leur influence et leur statut, la bourgeoisie parvient à éradiquer tout égoïsme dans le domaine militaire. On part désormais en guerre pour une nation fictive, mais que l'on croit sienne, pour la patrie, et l'on est prêt à se faire tirer sur la moitié du visage, à se faire exploser les membres ou, plus tard, à inhaler des gaz toxiques pour la patrie. La participation administrative au pouvoir, qui assurait la discipline des vassaux même en temps de paix, disparaît et est remplacée par quelque chose de bien plus terrible : les usines. Fonctionner au rythme de la machine, voilà qui entretiendra désormais la discipline nécessaire à la marche au pas en temps de paix. Et alors qu'en temps de paix, les vassaux devaient s'assurer d'avoir toujours suffisamment de chevaux de guerre à disposition, la nouvelle sous-classe, le prétendu prolétariat, produit rapidement dans les usines, même en temps de paix, le matériel de guerre avec lequel il sera mutilé en temps de guerre.



Les hiérarchies organisationnelles civiles, qui ont été formellement dissoutes dans la démocratie bourgeoise mais qui garantissaient le bon fonctionnement des chaînes de commandement en temps de guerre, sont entraînées dans les usines, qui ne sont pas organisées par hasard suivant une logique militariste. Même si la plupart des Etats

actuels possèdent une armée professionnelle permanente qui, de ce point de vue, s'apparente peut-être davantage au mercenariat, lequel n'a de toute façon jamais complètement disparu - les troupes auxiliaires de mercenaires étaient souvent nécessaires pour pouvoir mobiliser suffisamment de soldats -, les expériences des guerres mondiales et des guerres récentes montrent que la mobilisation des travailleurs à l'intérieur est non seulement nécessaire, mais qu'elle fonctionne aussi trop bien grâce à la discipline militariste générale et à l'obéissance inculquée.

***

Mais l'ère des guerres des nations semble toucher à sa fin, voire être déjà révolue, à quelques exceptions près. Au plus tard avec la fin de la guerre froide, les deux factions militaires impériales restantes se sont intégrées dans une communauté internationale d'États, au sein de laquelle les conflits sont de moins en moins liés au contrôle territorial traditionnel, mais de plus en plus aux revendications de ressources et aux désaccords en matière de police mondiale. Cela ne signifie certes pas qu'il n'y aurait plus de guerres. Mais nous devons actualiser notre compréhension de la guerre si nous voulons comprendre suffisamment les opérations militaires actuelles.

Les cadavres des armées nationales, bien qu'ils continuent d'exister pour toute une série de raisons nostalgiques, sont soudés dans des alliances militaires comme l'OTAN pour former une nouvelle armée et sont utilisés dans des unités d'intervention internationales comme les casques bleus de l'ONU pour des missions essentiellement de police mondiale visant à sécuriser les matières premières. Bien que le capital international puisse recourir presque à volonté à cette armée organisée par l'État, il met également en place de plus en plus ses propres troupes de sécurité dans différentes parties du monde (par exemple en Amérique du Sud), afin d'y surveiller le développement d'une infrastructure extractiviste et d'y réprimer la résistance. Mais là où l'objectif principal d'une armée de plus en plus internationale est de réprimer les révoltes, d'intervenir dans les guerres civiles et de protéger les intérêts économiques de la classe capitaliste, les stratégies de mobilisation nationalistes s'effritent également. Même s'il y a apparemment encore beaucoup de nazis dans les rangs de l'armée, qui y assouvissent leur désir de servir leur patrie, une majorité de gens ne se laisse plus duper de manière aussi grossière. Au lieu de nations ennemies, il faut désormais, à l'époque de l'entente mondiale entre les peuples et de la communauté internationale des Etats, un nouvel ennemi contre lequel on puisse au moins éveiller la sympathie des gens pour les forces de frappe de leur pays. Et à une époque où l'armée internationale s'entraîne à intervenir dans les zones urbaines, où les militaires s'exercent à des scénarios de guerre civile et de contre-insurrection, il est également nécessaire que cet ennemi se cache parmi la population.

Depuis 2001 au moins, mais pas seulement depuis, l'ennemi s'appelle le terrorisme international. Et c'est probablement un coup de génie qu'il soit si difficile à repérer. Des motifs racistes déjà éprouvés peuvent être mobilisés contre lui, tout comme les craintes politiques d'une conspiration anarchiste ou subversive qui apporterait le chaos dans un monde uniformisé et synchronisé. Et bien sûr, les révoltes dans le tiers-monde, où les asservis se rebellent contre leurs exploiteur.e.s, peuvent être aussi facilement déclarées terroristes que le régime d'un pays qui refuse de satisfaire les intérêts pétroliers d'un empire.

Combien d'Américains peuvent s'identifier à ceux qui ont été enterrés sous les deux tours du World Trade Center, combien sont-ils en comparaison avec les morts des guerres d'Afghanistan et d'Irak ? Et pourtant, cet événement et son exploitation par la propagande suffisent à mobiliser non seulement de nombreux Américain.e.s, mais aussi d'innombrables Européen.ne.s contre quelque chose qui n'existe probablement pas, ou qui, rétrospectivement, n'a été créé que par ces guerres. Mais la « guerre contre la terreur » n'a pas seulement déclenché des guerres contre un spectre dans les régions éloignées des puissances mondiales, elle a aussi fondé une guerre contre leurs propres populations dans les métropoles du pouvoir. Désormais, chaque citoyen est un terroriste potentiel. Et ce, dans la mesure où il/elle a l'air « arabe », pratique la religion musulmane ou peut être racialisé d'une autre manière. L'autorité américaine de sécurité aérienne (TSA), dont les activités se sont surmultipliées depuis 2001, est convaincue que les terroristes ne sont pas seulement reconnaissables à des caractéristiques raciales traditionnelles comme la couleur de la peau ou la forme de la tête, mais aussi à la coupe de cheveux spécifiquement terroriste.

La guerre contre le terrorisme international est devenue, en Europe aussi, l'ultime stratégie d'argumentation raciste contre la migration. Celui qui fuit les zones de guerre de ce monde en direction des métropoles plus prospères pourrait bien être un.e terroriste. En revanche, celui qui pète les plombs et se déchaîne dans les métropoles reste le forcené relativement inoffensif et égaré du voisinage. Je n'ai certainement pas besoin d'expliquer ici tous les aspects de la peur du terrorisme, elle ne devrait être que trop présente dans l'esprit de la plupart des lecteur.rice.s, son attisage ciblé et son instrumentalisation ultérieure par la politique sous la forme d'un renforcement technologique de la police - qui conduit désormais des tanks et peut compter des grenades à main dans son arsenal - et de l'armée, ainsi qu'un renforcement des régimes frontaliers, tout particulièrement en Europe.

On peut constater que le spectre du terrorisme, tel qu'il hante aujourd'hui nos cerveaux lavés, est l'image idéale de l'ennemi, produite à grands frais, pour légitimer les stratégies militaires qui sont entraînées par une armée de plus en plus globale pour assurer la sécurité d'un empire mondial.

***

Mais même cette conception modernisée de la guerre doit être repensée ces jours-ci, car nous vivons depuis plus d'un an une nouvelle forme de guerre, plus précisément de guerre civile. Le terrorisme, devenu largement obsolète, ne remplit plus que les colonnes marginales des quotidiens. A la place, un autre ennemi, encore plus fictif, fait la une des journaux

: le Covid19. Ce super-terroriste invisible, qui hante les gens de manière invisible et sournoise, qui se cache derrière chaque contact, que dis-je, derrière chaque rencontre, est l'ennemi ultime et sa guerre, elle, nécessite une forme très particulière de mobilisation de masse : la mobilisation pour l'absence. Le héros de cette guerre moderne, il - ou elle, cette armée moderne a vraiment surmonté toute différence de genre - se prélasse chez lui sur le canapé, se goinfre de junk food et suit avec attention le rapport du front qui scintille toutes les minutes sur tous les écrans. Et même si l'on n'y compte plus les morts depuis longtemps, mais qu'il n'est plus question que d'une «incidence» peu significative, les masses enthousiasmées par la guerre continuent d'applaudir. Et tous les autres ? « Le meilleur médicament, c'est la discipline », tel est le slogan d'une des dernières campagnes publicitaires du gouvernement fédéral, qui invite la nation à « tenir bon ». Et la discipline est vraiment nécessaire pour combattre en tant que soldat dans cette guerre. La guerre classique connaissait de temps en temps au moins une « permission au front », de même qu'au moins une partie de la population n'avait pas besoin de partir à la guerre, la guerre virale moderne en revanche recrute l'ensemble de la population et connaît tout au plus un « assouplissement des mesures » et même dans ce cas, l'observateur attentif se demande comment il se fait qu'une situation de mesures toujours plus sévères (le confinement et les restrictions de contact sont en fait restés tout le temps et ont encore été complétés récemment par des couvre-feux) puisse toujours être vendue comme « assouplissement ».

Et ceux qui affirment sincèrement ne pas avoir remarqué la rhétorique guerrière jusqu'à présent et qui pensent donc qu'il ne s'agit pas du tout d'une guerre, pourraient peut-être m'expliquer comment il se fait que Rheinmetall et d'autres entreprises d'armement produisent justement des masques de protection Corona.

Mais ce n'est pas seulement à la rhétorique de la guerre, pour ainsi dire pour la bonne cause (quelle qu'elle soit), que nous avons affaire ici. Pour ceux à qui cela aurait échappé, je rappelle volontiers que nous nous trouvons dans un état d'urgence global. Un état d'exception qui n'a pas seulement fermé les frontières nationales existantes, mais qui a également mis en place de tout nouveaux régimes frontaliers. Qu'il s'agisse d'une prison globale à ciel ouvert (le terme « à ciel ouvert » ayant entre-temps été démasqué comme étant trop optimiste) ou du « camp comme nomos de la modernité » établi par un démocrate philosophe, qui ne semble plus du tout être particulièrement philosophique aujourd'hui, la réalité actuelle compte un peu des deux. Même si la prison de la quarantaine ne connaît plus (la plupart du temps) de barreaux aux fenêtres et de clôtures en fil de fer barbelé, mais recourt ici et là à des instruments d'enfermement plus modernes avec des bracelets électroniques qu'elle teste ailleurs, dans le cadre d'une gigantesque expérience, la forme encore plus moderne de l'auto-enfermement, le camp de la zone à risque. Souvent, il y a bien sûr des exceptions, elle n'a pas de limites trop strictes, pas de clôture et, à ma connaissance, les fugitifs n'ont pas été abattus par les gardiens, du moins en Allemagne - les incidents dans les pays voisins directs et ailleurs dans le monde laissent bien

sûr entrevoir la même chose ici aussi -, le masque Corona doit avoir sérieusement obscurci les sens pour que l'on rejette encore ces analyses. A cela s'ajoute une multitude de nouveaux papiers, du laissez-passer sous forme d'un test de Coronation négatif et d'une attestation de l'employeur jusqu'au document d'identité international d'un carnet de vaccination électronique. C'est ce que la propagande de guerre appelle parfois de manière peu critique le *green pass*.

Mais alors qu'à toutes les nouvelles frontières, on ne tire pas trop souvent, du moins pour le moment, que les passages de frontières sont parfois tolérés selon les personnes et les situations et que les porcs de flics restent métaphoriquement à une distance de 1,5 mètre, la situation aux frontières des États nationaux, et tout particulièrement aux frontières extérieures de l'Europe, s'est encore dramatiquement aggravée. La situation dans les camps encore plus réels au large de la terre ferme, qui ne manquent ni de barbelés ni de gardes tirant à balles réelles, ne cesse de s'aggraver. Et l'aide de la gauche, qui n'est de toute façon qu'humaniste... elle est confinée. Le plus souvent par conviction. L'année dernière, lorsque les images de la Moria en feu ont fait naître une lueur d'espoir, la gauche a réclamé un nouveau camp plus hygiénique. Mais quel est le rapport avec la guerre ? Malheureusement beaucoup de choses, puisque cela prouve que pour la première fois dans l'histoire, il existe en Allemagne une armée spécifiquement de gauche. Ceux qui refusaient autrefois de « servir dans les armes » et préféraient, dans le doute, effectuer un « service civil », ont été recrutés suivant leur métier d'origine : dans les hôpitaux et les maisons de retraite, là où l'on préférait déjà essuyer les fesses des patients plutôt que de se faire remettre une arme et de déserter. Et par conséquent, ce n'est pas avec le fusil d'assaut que l'avant-garde du Corona se rend aujourd'hui au combat, mais avec la seringue - qui ne semble encore inoffensive que pour les plus grands idiots. L'outil préféré de «l'ange de la mort», a-t-on presque envie de dire.

Qu'est-ce que cela signifie pour une conception anarchiste de la guerre ? Une chose est sûre : les formes moins modernes de la guerre n'ont pas disparu avec cette guerre moderne, pas plus que la guerre contre le terrorisme n'a rendu obsolètes les États et les guerres civiles tradition-

nelles. La guerre virale, même si sa propagande guerrière doit sauter aux yeux, n'est pas perçue par beaucoup comme une guerre. Dans la tradition de la lutte contre le terrorisme, de la « mission de paix » des casques bleus et de la « valeur diplomatique » de la bombe atomique, la guerre virale promet également la paix ou, pire encore, la santé. Et elle semble même perfectionner ce récit par ce biais. La logique militariste de la discipline imposée actuellement à toute vie sociale, la réglementation irrationnelle et arbitraire de toutes les relations sociales en dehors des relations déjà institutionnalisées depuis des lustres de la famille, servent à recruter une armée de moralisateur.ice.s et de dénonciateur.ice.s qui devront dorénavant discipliner et poursuivre les délinquants plus efficacement que n'importe quelle police.

La guerre moderne ne se fait donc plus par les armes que dans les périphéries, elle n'expose plus à la violence destructrice des armées que les « insoumis », les « terroristes », les « criminels », etc. et préfère, même pour ces derniers, les arrêter, les présenter à un tribunal et les faire enfermer en prison - ou dans un camp. Mais entre-temps, elle fait de moins en moins la distinction entre les territoires en paix et les territoires en guerre. Est-ce la police qui s'approprie de plus en plus les stratégies de l'armée ou est-ce plutôt l'armée qui poursuit une logique policière même dans les territoires en guerre ? Je pense que cette question révèle déjà une énorme erreur : la police et l'armée sont en réalité une seule et même chose ; elles l'ont peut-être toujours été. La propagande de l'État de droit moderne peut bien sûr en donner une autre image, mais de même que certains ont toujours considéré la guerre comme la continuation de la politique par d'autres moyens, et que d'autres encore sont arrivés à la conclusion qu'à l'inverse, la politique devait être la continuation de la guerre par d'autres moyens, la police ne se distingue également de l'armée que par les moyens utilisés, et même dans ce cas, le développement de technologies de guerre modernes et un armement militaire plus récent de la police ont de plus en plus effacé ces différences.

Des faux alliés dans la lutte contre le militarisme

« Nul besoin de remonter jusqu'au Manifeste des Seize, *où de célèbres anarchistes ont appelé à rallier un des deux camps en présence, celui de la tradition et du potentiel révolutionnaire français contre l'absolutisme du Kaiser allemand, pour trouver des exemples où des anarchistes perdent complètement le nord face à la guerre et aux intérêts qui s'y jouent. La plupart des discours « antifascistes » d'aujourd'hui reproduisent ainsi à une échelle miniature les mêmes erreurs qu'alors, à l'image de ce que « l'anti-impérialisme » très en vogue dans les années 70 avait également largement répandu : démocrates vs fascistes dans un cas, Etats du tiers-monde vs Etat occidental dans l'autre. Récemment, contre le « fascisme » des djihadistes en Syrie, le soutien a même pu aller jusqu'à l'acceptation dans son propre camp de la force aérienne des États-Unis, une position déjà présente lors de la guerre qui a déchiré l'ex-Yougoslavie dans les années 90. De la même façon, pour mettre un frein aux atrocités commises lors de « guerres civiles » dans maints pays d'Afrique, beaucoup défendent en se pinçant le nez les interventions internationales (de préférence celles des casques bleus, qui provoquent moins de répulsion que, par exemple, la Légion Etrangère française ou une coalition de l'OTAN. Aujourd'hui, on dirait presque que le fait que les armées occidentales aient recours pour effectuer leur sale besogne à des recrues volontaires plutôt qu'à une conscription de masse, soit le seul facteur qui nous épargne de voir des libertaires rejoindre les rangs de l'armée pour combattre des « méchants » qui seraient plus contre-révolutionnaires que les partisans de la démocratie marchande. »*

Extrait de *Rompre les rangs. Contre la guerre, contre la paix, pour la révolution sociale.*

On pourrait penser qu'il n'est pas nécessaire de préciser qu'un État ne peut jamais être un allié dans la lutte contre le militarisme. Pourtant, les prises de position passées et récentes des antimilitaristes semblent nécessiter une telle clarification. Et quand je dis État dans ce contexte, je pense aussi à toute tentative militariste visant à créer un État ou à assumer d'autres tâches étatiques. Ce qui semble pour le moins illogique dans une perspective antimilitariste, telle que je la comprends, n'est en revanche pas du tout compatible avec une perspective anarchiste. Ce que l'on pouvait déjà observer auparavant dans les mouvements de solidarité avec le régime bolchevique, le Fatah et le Hamas ou dans le mouvement de solidarité avec Cuba, s'exprime ces jours-ci par exemple chez ceux qui brandissent littéralement les drapeaux des YPG et YPJ. Ce sont de braves anarchistes et antimilitaristes qui promènent les bannières des formations militaires, qui procèdent à des arrestations, gèrent des prisons et des camps et exigent de leurs mercenaires la discipline militariste de tuer sur ordre.

Mais constater qu'il en est ainsi est moins intéressant que la question du pourquoi, qui elle est bien plus passionnante. Comment se fait-il que des organisations ouvertement mili-

A ce propos nous reviennent en tête les paroles de Louis Mercier Vega, inlassable combattant anarchiste ayant traversé de nombreuses situations de conflits aigus sur différents continents, des mots datant de 1977, en pleine explosion de guérillas et de guerres : « *Quant à la sempiternelle considération que tout acte, tout sentiment exprimé, toute attitude fait le jeu de l'un ou l'autre antagoniste, elle est sans nul doute exacte. Le tout est de savoir s'il faut disparaître, se taire, devenir objet, pour la seule raison que notre existence peut favoriser le triomphe de l'un sur l'autre. Alors qu'une seule vérité est éclatante : nul ne fera notre jeu si nous ne le menons pas nous-mêmes. Ne pas vouloir participer aux opérations de politique internationale, dans l'un des camps en lutte, ne signifie pas qu'il faille se désintéresser de la réalité de ces opérations.* » Mener notre propre jeu, donc. Par crispation identitaire ? Par fermeture idéologique face à des réalités sociales et historiques complexes ? Par crainte de s'embourber et de servir de petites mains ? Au-delà de ces difficultés, quelques raisonnements nous amènent pour bien d'autres motifs à partager la perspective ici énoncée par le vieux combattant acrate.

Le premier part du fait que si l'autorité n'est pas accoucheuse de liberté, qu'elle ne l'a jamais été, et que nulle auto-organisation ne peut surgir d'une approche autoritaire, centraliste et hiérarchisée de la lutte, il n'en demeure pas moins que des tensions vers l'auto-organisation et la liberté sont souvent présentes au sein même de ces conflits, y compris lorsque ceux-ci sont dominés par des courants autoritaires (par exemple avec une idéologie de libération nationale ou de communisme). Dans ce cas, on sait d'avance que les appareils de ces organisations de lutte n'hésiteront tôt ou tard pas à réprimer, écraser, récupérer ou éliminer ces tensions, tout en faisant montre (souvent, pas toujours) de prudence pour ne pas perdre le contrôle de la situation. Plutôt que mettre *de fait* leurs énergies et enthousiasmes à disposition d'un tel appareil, les anarchistes ne pourraient-ils pas à l'inverse imaginer des façons de soutenir, défendre et élargir ces tensions vers l'auto-organisation et la liberté, tout en préparant et en se préparant à l'inévitable confrontation décisive avec les forces autoritaires ?

Extrait de *Rubicon*, paru dans *Avis de tempêtes. Bulletin anarchiste pour la guerre sociale*, n°2, février 2018

taristes et autoritaires soient finalement défendues par leurs véritables adversaires comme un « moindre mal » - ce qui est encore le point de vue le plus honnête - ou même comme une « nécessité » dans la guerre contre le militarisme impérialiste ? Le fait que l'antimilitarisme serve ici de stratégie de mobilisation pour le militarisme peut sembler une ironie cruelle, mais je suppose que l'on voit ici plutôt les récupérations de l'antimilitarisme qui tentent de réinterpréter l'absence de guerre, l'ordre de la paix sociale et le contrôle répressif de toute tendance perturbant cet ordre comme l'objectif de tout antimilitarisme. Cela peut être l'objectif d'un antimilitarisme humaniste, communiste ou démocratique, mais cela me semble totalement insuffisant comme objectif d'un antimilitarisme anarchiste. Ce que je trouve passionnant dans l'exemple actuel de la solidarité avec le Rojava, qui est également reprise parmi les anarchistes, si ce n'est sans critique, du moins sans commentaire, c'est la manière dont est reproduite une certaine manière d'argumenter qui, à l'inverse, est critiquée à juste titre dans le cas d'une légitimation étatique, capitaliste ou nationaliste du militarisme et de la propagande en faveur de celui-ci. Il s'agit du récit d'une défense nationale - même si ce motif national est peut-être dissimulé et se cache en partie derrière des termes plus attrayants sur le plan identitaire comme « révolution des femmes » (oui, l'objectif de 40% de femmes aux postes et la présentation ciblée de militaires féminins par la propagande semblent déjà suffire aujourd'hui) ou « révolution écologique » - contre un ennemi en marche. Un récit qui exige des « solutions » immédiates, qui ont la priorité absolue et auxquelles tout le reste doit être subordonné. Ce récit ne sert pas seulement à légitimer une milice, il doit également justifier tout le reste, qui est peut-être promus différemment par la propagande de la nouvelle administration, mais qui se présente en pratique de manière autoritaire. « Pas encore eu le temps de s'en occuper ». C'est exactement la propagande dont se servent également les Etats établis lorsqu'ils appellent les travailleurs en état de guerre à un renoncement personnel en faveur des intérêts de la nation et qu'ils présentent en même temps les opérations militaires à l'intérieur et à l'extérieur du pays comme urgentes, sans alternative, ainsi que comme condition de base pour un traitement des problèmes à venir.

Il peut paraître surprenant qu'un mouvement antimilitariste ne reconnaisse pas ce récit comme un moyen stylistique classique de la propagande de guerre et on pourrait certainement écrire des pages et des pages de réflexions sur les raisons pour lesquelles cela n'est peut-être pas si surprenant. Mais je veux plutôt revenir au sujet principal de ce texte : A quoi pourrait ressembler une perspective insurrectionnelle qui ne s'attaque pas seulement au militarisme du régime turc, de l'OTAN et de l'EI, mais qui s'oppose également au militarisme des YPG et des YPJ et de leurs partis sociaux-démocrates à léninistes, du PYD et du PKK, ainsi que contre toute domination, y compris celle de ce que l'on appelle le confédéralisme démocratique et qui, de toute façon, ne peut être considéré comme anarchiste au sens du terme que dans l'esprit d'un trotskiste qui s'est déclaré anarchiste sans plus attendre ?

Horizons pour une pratique antimilitariste de l'attaque

(i) La production de guerre

Les campagnes antimilitaristes récentes, qui agissaient dans la paix civile de ce que l'on appelle parfois la « forteresse Europe », ont fait de la production d'armes, de munitions et d'autres équipements de guerre un champ d'intervention. Si le ravitaillement issu de cette production n'atteignait plus les lignes de front de la guerre, qui se trouvent ailleurs dans le monde, la guerre s'arrêterait également. Et en effet, sans une chaîne ininterrompue de ravitaillement, les guerres passées et présentes auraient été impossibles à poursuivre. Voilà en tout cas la théorie de l'ensemble.

D'un point de vue pratique, cependant, ces interventions doivent toutefois être considérées jusqu'à présent comme un échec. Les blocages devant les sites de production de l'industrie de l'armement, souvent annoncés longtemps à l'avance et donc planifiables dans les plans de production de ces entreprises, ne duraient souvent que quelques heures et il n'était pas rare qu'ils se dissolvent d'eux-mêmes au bout d'un certain temps, lorsque les participants au blocage ressentaient la faim ou voulaient retrouver le confort de leur campement de nuit ou devaient penser au voyage de retour pour reprendre leur travail le lendemain. Je ne veux absolument pas minimiser le fait que de tels efforts collectifs de protestation n'ont pas leur propre valeur, mais ceux qui pensent qu'en participant à un blocus aussi prévisible, calculable et hautement symbolique, ils contribuent effectivement à bloquer la production de guerre dans une mesure telle que cela aurait un quelconque effet sur la conduite de la guerre dans les zones de guerre, ceux-là se mentent tout simplement à eux-mêmes. Mais il n'y a pas eu que cette forme de blocages massifs : des sabotages de voies ferrées, des incendies criminels de véhicules de sociétés d'armement et de leurs fournisseurs, ainsi que de véhicules d'entreprises de logistique qui expédiaient leur matériel de guerre, etc., ainsi qu'une série peut-être encore plus importante d'attaques à la peinture contre les sièges de ces entreprises, ont offert et offrent encore aujourd'hui une perspective militante d'intervention dans la production de guerre.

Mais encore : cela m'aurait étonné que les livraisons d'approvisionnement sur les fronts des guerres aient été interrompues. L'interruption de la production était trop minime, le sabotage de la logistique trop insignifiant. Rien qui n'aurait pu être rattrapé par une équipe de nuit supplémentaire. Et les dommages financiers ? Eh bien, disons que les directions des entreprises concernées font des calculs d'une autre ampleur.

Il n'est nullement dans mon intention de minimiser ces tentatives d'intervention, de décourager les gens d'attaquer même lorsque l'ennemi semble surpuissant et que leur marge de manœuvre semble trop petite en comparaison, que leur résistance semble trop insignifiante. Tout cela n'est pas pour moi une raison de renoncer à l'attaque. Je pense plutôt qu'il vaut la peine de reconsidérer de temps en temps les stratégies établies et, le cas échéant, de les soumettre à une révision s'il s'avère que nos propres actions sont largement inefficaces ou deviennent calculables.

La production high-tech actuelle - et la production de matériel de guerre entre définitivement dans cette catégorie - est en soi une affaire extrêmement instable. Elle dépend de nombreuses ressources coûteuses et difficiles à obtenir - ironiquement, les ressources dont la sécurisation est au cœur de certaines guerres - et se compose d'une longue chaîne de production de produits intermédiaires et de leur logistique vers les sites de production où le produit final, qu'il s'agisse d'un char, d'un avion militaire, d'un drone, d'un lance-missiles ou autre, est assemblé à partir de milliers ou de millions de pièces. Souvent, les entreprises de production elles-mêmes ne comprennent pas complètement qui sont les fournisseurs de leurs fournisseurs et encore moins qui fournit leurs fournisseurs. Cela vaut également pour les fabricants de chars, d'avions, de drones et autres, même si, dans l'industrie de l'armement plus que partout ailleurs, on s'efforce de comprendre ces chaînes de production et, dans la mesure où elles sont indispensables au processus de production, de les sécuriser en conséquence. Dans l'histoire de la production de biens high-tech - et aussi dans l'industrie de l'armement - il est parfois arrivé que les ateliers de production restent immobiles pendant des jours parce qu'un certain écrou, qui ne pouvait pas être acheté facilement dans un magasin de bricolage, n'avait pas été livré ou parce qu'un fournisseur avait fait faillite et qu'il a fallu trouver un remplaçant pour le composant qu'il avait livré. Et il y a quelques années, lorsque les prix des terres rares sur le marché mondial ont explosé parce que la Chine a réduit ses exportations, les fournisseurs de l'industrie automobile - et ce qui est nécessaire pour les voitures, l'est aussi souvent sous une forme ou une autre pour les véhicules blindés - ont connu de graves problèmes de livraison.

Mais je ne veux pas être trop concret ici. Quoi qu'il en soit, il me semble intéressant de constater qu'au-delà des sites de production directs de l'industrie de l'armement, souvent surveillés par la technologie militaire et situés dans des zones généralement peu sympathiques, la périphérie industrielle négligée de ce secteur peut parfois sommeiller dans de petits villages reculés, parfois à la périphérie de zones industrielles bien plus sympathiques des grandes villes, et offrir un grand potentiel d'inventivité antimilitariste.

De la même manière, il serait peut-être possible d'apporter des améliorations stratégiques dans le domaine de la logistique. Le fait que les sites de production des entreprises d'armement soient souvent reliés au réseau ferroviaire pour le transport des marchandises et les noms des entreprises de logistique des camions qui passent par les portes de l'usine pourraient révéler des points de départ, même si je pense

que le gain qualitatif pour une pratique antimilitariste de l'attaque pourrait surtout consister à repérer et à bloquer/détruire les chargements réels à destination et en provenance de l'industrie de l'armement, si ce n'est à attaquer et à saboter l'ensemble du système logistique par lequel ces marchandises sont expédiées, chargées, transportées par train ou par camion, plutôt que de se limiter aux attaques contre ces entreprises de logistique, qui dans ce cas sont plutôt symbolique. De telles attaques, tout en causant certainement financièrement des dommages, sont peu susceptibles d'avoir beaucoup d'un impact effectif sur le bon fonctionnement de la production de guerre.

Il convient de noter que, par le passé, divers projets insurrectionnels ont été couronnés de succès lorsqu'ils ont identifié des points faibles dans les chaînes de production et d'approvisionnement et qu'ils ont concentré leurs attaques sur ces points.

(ii) L'infrastructure de la guerre

Les armées ont toujours craint les forêts, les montagnes et les régions sauvages, c'est-à-dire les environnements dans lesquels leur civilisation n'a jusqu'à présent que peu ou pas du tout pénétré et où elles manquent de l'infrastructure nécessaire, ainsi que souvent de connaissances géographiques et d'expérience, pour contrôler efficacement leur environnement. Il n'est donc pas étonnant que toutes les divisions spéciales de l'armée envoient leurs « soldats d'élite » dans des expéditions à travers la nature sauvage - appelées « marches de la mort » en dehors de toute formation militaire - et les entraînent, contrairement à la logique militariste habituelle, à agir d'une certaine manière de manière autonome, à prendre leurs propres décisions et à combattre indépendamment des mouvements des autres unités de leurs armées. Ces détachements spéciaux sont l'instrument militaire permettant de pénétrer dans des zones dépourvues de l'infrastructure minimale nécessaire à l'intervention militaire habituelle. Mais d'une certaine manière, ces unités sont des vestiges d'une époque révolue. La technologie de guerre moderne repose principalement sur les drones, les satellites, les vols de reconnaissance, la technologie de surveillance (infrarouge), etc. pour pouvoir pénétrer à tout moment dans les régions les plus reculées du monde. Et dans les rares cas où, par le passé, la nature sauvage s'est révélée trop impénétrable, on a su s'en sortir avec des poisons végétaux, du napalm et d'autres armes biochimiques. Les légions romaines défrichaient les forêts pour créer un champ de bataille approprié pour leurs troupes, l'armée américaine pulvérisait le poison écologique « Agent Orange » pour attirer ses ennemis hors de leur abri. Il ne s'agit bien sûr que de deux des exemples les plus populaires montrant à quel point le contrôle total de leur environnement a joué un rôle important pour les militaires, hier comme aujourd'hui. Même si la destruction stratégique de l'environnement joue encore aujourd'hui un rôle important dans tel ou tel conflit militaire, on peut affirmer que la technologie de guerre cherche au moins des moyens d'éviter des destructions environnementales d'une telle ampleur (dans le cadre de son utilisation locale, car la production de matières premières pour l'équipement militaire détruit bien sûr à elle seule l'environnement à une échelle gigantesque) et de pénétrer à la place dans chaque « angle mort » à l'aide de la haute technologie.

Les technologies militaires ne sont pas les seules à jouer un rôle dans ce contexte, puisqu'elles doivent permettre d'accéder à des « terres ennemies » inconnues pendant ou avant une intervention militaire. En effet, là où les guerres sont dirigées contre des groupes de population isolés dans une région par ailleurs exploitée, qu'il s'agisse de

LA GUERRE COMMENCE ICI : PARALYSONS SON INFRASTRUCTURE, LÀ OÙ NOUS LE POUVONS

Il est difficile d'évaluer la situation actuelle en Ukraine d'un point de vue politique. Le tout ne relève-t-il que du traditionnel concours de bistouquettes de quelques militaires et politiques mégalomaniaques et va-t-en-guerre, ou la guerre va-telle effectivement advenir ? Ce texte [sorti deux semaines avant le début de l'invasion russe] laisse ces questions de côté pour plutôt se consacrer à celles qui, dans notre perspective, font plus sens : comment est-il possible de saboter un conflit militaire, une guerre, une éventuelle guerre de l'OTAN ? De par sa nature, ce texte ne peut tout au plus donner que quelques pistes et notre intention n'est absolument pas de présenter des solutions toutes faites, mais juste de poser quelques idées sur la table.

Nous publions ce texte sur internet, parce que nous voulons partager ces réflexions avec le plus grand nombre possible de compagnon-ne-s, avec lesquels il nous serait impossible de rentrer personnellement en contact pour discuter de ces questions. Nous pensons cependant que tout approfondissement (stratégique) de ce débat ne devrait pas avoir lieu sur internet, avant tout parce que cela sert à la répression et que cela n'aurait presque aucun avantage pour celles et ceux qui sont de toute façon déterminé-e-s à employer leur énergie créatrice pour mener plus loin quelques-unes des idées esquissées ici.

Pour certain-e-s, les informations présentées ici ne seront pas une nouveauté. En fin de compte, la majeure partie de tout cela est clair et bien connu. Nous pensons pourtant qu'il vaut la peine de se rappeler quelques détails de la logistique militaire qui, dans les débats autour de guerres lointaines, sont peut-être un peu passés à l'arrière-plan.

Ah oui, pour anticiper : attaquer l'infrastructure de la guerre ne signifie en aucun cas choisir un camp pour le faire, en l'occurrence celui de la Russie. Quiconque n'ayant pas succombé complètement à l'abrutissement sait que la guerre touche toujours la population et presque jamais les puissants qui la déclenchent. En tant qu'antimilitaristes, nous sommes contre toute guerre et contre tous les acteurs qui veulent la provoquer, et en tant qu'anti-autoritaires nous aspirons à rien de moins qu'à la destruction totale de tous les États !

Il y a quelques mois, nous avons lu avec intérêt le texte « *Fragments pour une lutte insurrectionnelle contre le militarisme et le monde qui en a besoin* » dans le n°83 de Zündlumpen . Sous le sous-titre « *(ii) L'infrastructure de la guerre* » quelques points bien connus y sont soulevés,

par exemple qu'une avancée militaire se sert de routes, de voies ferrées , de ponts etc., de même que les cartographies du territoire ainsi que les infrastructures de communication (y compris civiles) sont d'une grande aide pour l'armée. À notre avis, ce point néglige un peu la logistique des lignes de ravitaillement. Certes, le sabotage de la production d'armement est posé avec ardeur, mais la matière première principale de la guerre reste plus ou moins de côté : le pétrole, et plus largement l'énergie en général. Précisément au début d'une guerre le besoin en énergie nécessaire au transport de troupes est gigantesque, mais au fond tout au long de la guerre du combustible doit être acheminé des lieux de stockage et/ou raffineries jusqu'au front où il est utilisé pour faire marcher les moteurs de la machine de guerre. Et justement quand une guerre ne se déroule pas directement sur le territoire où l'on vit, mais que la logistique d'approvisionnement en énergie des troupes passe par ce territoire, cela pourrait valoir la peine de s'occuper de plus près de cette infrastructure.

Alors qu'en ce moment, selon les informations des médias ainsi que diverses observations de la population, des troupes sont mises en état d'alerte partout en Europe et que le matériel de guerre est déjà transféré de manière plus ou moins diligente à des endroits stratégiquement favorables, on peut naturellement partir du principe que le transport de réserves de pétrole dans ces régions tourne aussi à plein régime. Il ne semble donc pas y avoir de raison d'attendre un possible déclenchement de la guerre, au contraire toutes les réflexions qui suivent pourraient avoir un effet très tangible dès maintenant,en amont d'un éventuel affrontement militaire. Et justement dans ce moment, le transport de matériel de guerre peut bien-sûr aussi être saboté d'une manière ou d'une autre.

Le système de pipelines de l'OTAN

Pour approvisionner ses troupes à l'intérieur de différents pays européens faisant partie de l'alliance, l'OTAN exploite un système de pipelines composé de 10 réseaux de pipelines. En gros celui-ci relie des ports utilisés/utilisables militairement avec divers dépôts de pétrole (terminaux de stockage) (en partie secrets, en partie civils) dans toute l'Europe, ainsi qu'avec des gares de transbordement, des aéroports (civils et militaires) et certaines garnisons militaires. En Allemagne deux de ces réseaux de pipelines sont particulièrement importants : le Central Europe Pipeline System (CEPS), qui passe par des parties de la Belgique, de la France de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Luxembourg et, sur un trajet de 5300 kilomètres, relie entre eux 29 dépôts de l'OTAN, six dépôts non-militaires, des aéroports militaires et civils, des raffineries et des ports maritimes dans la région de la mer du Nord et le North European Pipeline System

populations indigènes, de rebelles, d'envahisseurs, de ce que l'on désigne aujourd'hui par le terme de terroristes, ou tout simplement de populations appauvries qui ne sont pas prêtes à accepter la construction d'une mine, d'une usine, d'une route, etc. ce sont plutôt les technologies « civiles » qui ouvrent la voie aux armées et/ou à la police ou encore aux forces de sécurité privées. Tout ce qui contribue à rendre l'espace contrôlable peut bien entendu être utilisé à des fins militaires. Les routes et les voies ferrées permettent aux militaires de pénétrer rapidement dans tous les recoins accessibles, les ponts aident à franchir les obstacles naturels tels que les rivières, les gorges et les vallées, et les terres agricoles permettent non seulement de dominer de vastes zones depuis un seul point de vue, mais surtout de faciliter la progression hors des routes ; pour autant que l'on ait déjà pu le constater. En réalité, ce ne sont que les infrastructures les plus évidentes dont se servent les armées. Les ports permettent le débarquement rapide de matériel de guerre, tout comme les aéroports peuvent être utilisés à des fins militaires, mais aussi divers tronçons d'autoroutes rectilignes qui servent de pistes de décollage et d'atterrissage pour les avions de combat et sont en partie conçus comme tels.

Outre une telle infrastructure logistique, une armée moderne a également besoin d'une infrastructure de communication stable et fiable. Les communications par satellite utilisées à des fins militaires, dont les stations terrestres se trouvent sur des bases militaires dans le monde entier, et les réseaux radio ad hoc mis en place par l'armée pour permettre aux différentes unités de communiquer entre elles et avec leur état-major de commandement sont également à mentionner, tout comme les réseaux radio des autorités et les réseaux de téléphonie mobile déjà établis et couverts par diverses antennes-relais, qui peuvent bien entendu être utilisés à des fins militaires (la radio des autorités permet déjà à la police d'envoyer des renforts par radio de presque partout). Les drones et toute autre forme de véhicule sans pilote ont notamment besoin de ces réseaux radio pour transmettre des informations et recevoir des ordres. Le réseau de fibres optiques, principalement utilisé pour Internet, peut également être utilisé pour la communication militaire, et un réseau électrique opérationnel, capable de fournir une quantité d'énergie presque illimitée quasiment partout, facilite toute opération militaire. Il ne faut pas non plus négliger l'éclairage des villes, qui permet de voir à des centaines de mètres dans les rues, les parcs, les arrière-cours, etc. et d'observer de près presque tous les coins sombres. Et la vidéosurveillance, qui prend également de l'ampleur, permet déjà de mettre en place un réseau de contrôle policier de plus en plus serré.

Nous vivons dans un monde mesuré et cartographié qui, tant que son infrastructure est intacte, est plus facile à contrôler militairement qu'il n'y paraît, si l'on se réfère aux rapports sur les guérillas difficiles à contrôler militairement dans d'autres parties du monde. Mais pour cela, il est nécessaire d'apprendre à se déplacer dans ce monde hors des sentiers battus, une compétence qui ne s'acquiert pas du jour au lendemain, tout comme il est nécessaire de repérer les points névralgiques qui provoquent l'effondrement des infrastructures critiques. Et il ne suffit peut-être pas de les connaître, même en détail, comme l'affirme le texte « *Fahrtenbuch* » (Rompre les rangs), il faut aussi savoir spécifiquement comment les saboter avec succès, de la fabrication des « moyens d'exploitation » nécessaires à leur utilisation professionnelle ou non.

Je pense que cet aspect du savoir est souvent sous-estimé dans les pays qui ne sont pas en guerre ouverte contre leur propre population. Ce savoir est d'autant plus important dans le scénario d'une insur-

rection, que nous attendons tous avec impatience, mais à laquelle nous nous préparons également. Dans une telle situation, savoir comment mettre hors d'état de nuire l'infrastructure de la guerre pourrait s'avérer décisif.

(iii) La propagande de guerre

Dans l'époque actuelle, la propagande est d'une importance décisive pour le fonctionnement du militarisme, et en particulier pour la mobilisation non seulement des soldats en guerre, mais aussi des parties de la population qui soutiennent toujours une guerre. La propagande de guerre virale à laquelle nous assistons depuis plus d'un an est peut-être comparable à la propagande de guerre mondiale. Depuis longtemps, tous les médias, des journaux aux médias dits sociaux en passant par la radio et la télévision, ont été mis au pas d'une manière que je n'aurais personnellement pas cru possible auparavant. Et tous y participent, du quotidien économiquement libéral au mensuel de gauche, de la radio d'État aux géants de la technologie comme Google et Facebook, qui font la promotion de la vision étatique de la pandémie sur leurs plates-formes Internet et ou bien dévaluent les voix critiques par algorithme et les cachent, ou bien les censurent ouvertement. Qui aurait cru que les entreprises qui avaient autrefois prétendu (à tort, bien sûr) avoir rendu possible le printemps arabe, proposeraient si volontiers leurs services maintenant que ce sont les Etats occidentaux qui font avancer la censure (d'Internet). Ah oui, c'était à prévoir.

L'ensemble des technologies de communication, du journal à la radio en passant par le réseau internet, a toujours été le moyen de choix de l'endoctrinement propagandiste. Comment atteindre les masses autrement ? La diversité des médias, tant revendiquée aujourd'hui, n'existe pas plus qu'Internet n'est un instrument de la liberté d'expression. En temps de guerre, toutes ces technologies se révèlent plus que jamais des outils de propagande.

Même s'il y aurait certainement beaucoup à dire sur les stratégies utilisées par les dominants pour non seulement susciter la peur nécessaire du virus chez une grande partie de la population, mais aussi pour la convaincre de la nécessité de la guerre virale qui fait rage depuis longtemps, cette analyse serait en fin de compte inutile et n'apporterait peut-être quelque chose qu'aux dominants, qui pourraient ainsi affiner leurs mécanismes. Avec le recul nécessaire, je pense qu'il faut en conclure que c'est la simple existence des médias de masse qui permet cette propagande de guerre et que, par conséquent, une lutte efficace contre celle-ci ne peut que se résumer à la destruction de ces médias de masse.

Zundlumpen, n° 83, mai 2021

(NEPS), qui relie en gros Frederikshavn au Danemark à la frontière allemande.

Dans la moitié des années 80 plusieurs groupes des Cellules Révolutionnaires, de la RAF et d'autres ont d'ailleurs réalisé différents attaques explosives principalement contre des stations de pompage du CEPS.

Le CEPS est surtout à usage civil, mais en cas d'opération militaire les capacités exigées sont garanties à l'armée. Différent-e-s acteur-e-s civil-e-s permettent pourtant d'avoir une meilleure vue des infrastructures. Selon l'état de la situation en 2018, les installations suivantes du CEPS étaient encore en fonctionnement sur le territoire de la RFA :

14 terminaux de stockage
22 pompes à haute pression
1765 kilomètres de canalisations souterraines, dont le trajet peut être recherché/estimé à partir des points de mesure terrestres, ainsi que les stations de pompage et les puits à vanne correspondants
11 camions-citernes-installations de remplissage
2 wagons-citernes-installations de remplissage

Réseaux de voies ferrées

Certains lieux de stockage ne sont pas accessibles par pipelines ou doivent tout au moins avoir un accès supplémentaire par le rail. En général les réseaux de voie ferrée européens offrent une bonne infrastructure aux forces militaires de l'Otan pour acheminer rapidement et efficacement de grandes quantités de combustible et/ou de matériel de guerre. Mais tout cela peut aussi être facilement paralysé. Que ce soit par des blocages des voies, de petits sabotages discrets et juste passagers, comme cela a été fait et proposé récemment au Canada, ou en détruisant violemment les voies, en interrompant l'alimentation en électricité (même s'il y a aussi des locomotives diesel) et en détruisant des infrastructures de signalisation.

En réalité, les voies ferrées sont indiquées sur toutes les cartes disponibles. En l'occurrence, les lines principales très fréquentées ne sont potentiellement pas les seules à être particulièrement intéressantes, il s'agit surtout des lignes qui se dirigent vers les dépôts de carburant, ainsi que de celles qui traversent les frontières du pays en direction de l'Ukraine, mais aussi des liaisons à des ports et/ou des camions-citernes-installations de remplissage, où le transport peut passer du rail aux routes.

D'autres indications sont aussi fournies par la brochure TRAINS-TOPPING.

Routes et ports

Les routes et les ports peuvent bien-sûr aussi être bloqués. Mais il serait éventuellement précieux de dénicher auparavant très concrètement quand et où cela bloquerait les livraisons de ravitaillement militaires, car cette sorte de blocages ne durent en général pas longtemps. Pour celles et ceux qui préfèrent pratiquer la désobéissance civile plutôt que d'attaquer sous la protection de l'obscurité, cela pourrait être un point de départ intéressant.

L'éventuelle guerre en Ukraine commence ici et maintenant.
Stoppons la ensemble ici et maintenant !

Publié en allemand sur le site *zuendlappen.noblogs.org,* 9 février 2022. Traduit en français sur le site *sansnom.noblogs.org*

2017

1/03, Rennes. Une poubelle positionnée contre la porte du transformateur électrique de la caserne Maguerite est enflammée.

8/04, Dans la nuit des inconnus ont incendiés le laboratoire Cryptolab, dans la Faculté des Sciences de Provo (Trento). Cryptolab participe à des projets de recherche en collaboration avec le ministère de la Défense, le secteur aérospatiale, des entreprises militaires (comme *Finmeccanica*) et l'armée. L'inscription «Cryptolab recherche pour la guerre» est retrouvée sur un mur à côté.

Septembre 2017, Belgique. Dans la nuit du 25 septembre, à Malines, un hangar de 5000 mètres carrés de l'entreprise Varec part en fumée. Cette entreprise produit des chenilles de chars de combat et des pneus pour des véhicules militaires, notamment les États-Unis. Le 27 à Gand, deux bâtiments de l'entreprise Teksam Company (entreprise militaire fabriquant des mâts télescopiques, pneumatiques et à sections constantes) sont incendiées, ravageant les ateliers et les bureaux et détruisant l'ensemble des produits fait sur mesure à destinations d'armées du monde entier. Le 28 à Herstal un assemblage de petites bonbonnes de gaz assemblées reliées à une mèche est retrouvé sur un toît du bâtiment des Forges de Zeebrugge, entreprise militaire spécialisée dans la fabrication de munitions, d'obus, et d'ogives de missiles.

2018

29/12, Cagliari (Italie). Un véhicule de l'entreprise Vitrociset, collabo notoire de l'armée basé en Sardaigne, part en fumée juste avant Noël. Au début du mois, on apprenait déjà que l'entreprise des frères Rubino (RubinoGru sas), une autre des sociétés sous contrat avec l'armée italienne, subissait également des sabotages incendiaires depuis plusieurs mois, dont le 30 septembre 2017 à Assemini, lorsqu'un de ses gros véhicules (une grue mobile) était volontairement détruit par le feu.

6/01, Thessalonique (Grèce). Les bureaux d'information du ministère de la Défense Nationale, le consulat français et la mairie (en zone très surveillée donc), sont attaqués avec quatre engins explosifs de basse puissance. Revendiqué par « *Organisation Anarchiste d'Action* » : « *En période de paix, les achats d'équipements pour les forces aériennes grecques, les accords avec Israël et la vente de munitions à l'Arabie Saoudite montrent que, dans la bouche des étatistes, défense ne peut que signifier guerre. Et à leur guerre, nous répondons par la guerre. Ni guerre nationale, ni guerre religieuse, pour la guerre sociale révolutionnaire* ».

6/02, Francfort (Allemagne). Un véhicule de l'entreprise de l'industrie et de la technologie militaire *Thyssenkrupp* part en fumée. Revendiqué par *Autonome Gruppen*.

21/02, Brême (Allemagne). Des containers à poubelles sont incendiés contre le bâtiment de l'entreprise d'armement OHB. L'incendie ne réussit pas à embraser le bâtiment, revendiqué en solidarité avec la lutte à Afrin.

11-12/03, Turin (Italie). En solidarité avec Afrin, les vitres de l'entrée de l'entreprise *Microtecnica*, fabriquant de composants électroniques pour les hélicoptères utilisés par le régime d'Erdogan, sont brisées lors d'une manifestation. Le lendemain, c'est l'avion de guerre situé devant l'usine *Leonardo-Finmeccanica*, fournisseur de l'armée turque, qui est livré aux flammes.

13/03, Soltau (Allemagne). Plusieurs camions de l'armée allemande sont incendiés sur une base de l'OTAN. Revendiqué par le « *groupoe anti-militariste Sehid Efrin Polat* ».

19/03, Eschede (Allemagne). Sabotage sur la ligne de train Hambourg-Hanovre (puits de câbles incendié), où se trouve une usine de Rheinmetall, entreprise d'armement ayant fourni le régime turque, notamment en blindés Leopard 2. Revendiqué comme un acte de « solidarité internationale avec la résistance à Afrin ».

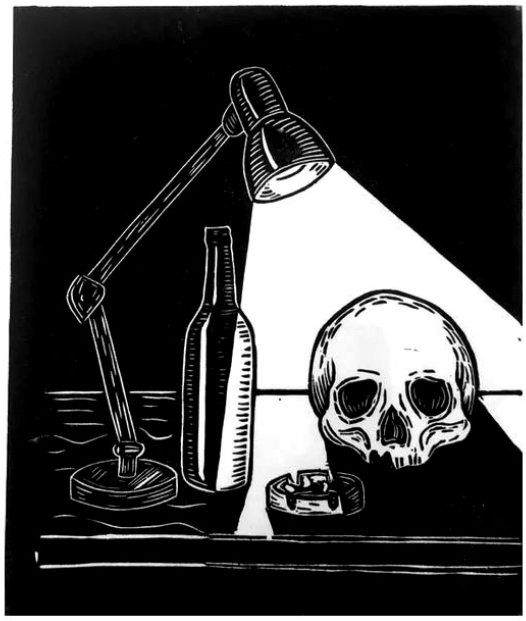
20/03, Berlin (Allemagne). Un véhicule de Siemens, multinationale de technologie et d'armement, est livré aux flammes.

21/03, Berlin (Allemagne). Les vitres de l'entreprise d'armement ThyssenKrupp dans la Pohlstrasse sont brisées. ThyssenKrupp a des contrats de livraison de matériel militaire avec le régime turc.

24/03, Leipzig (Allemagne). Trois filiales de la Deutsche Bank, quatre de Allianz et une de la Commerzbank sont défoncées, toutes trois étant impliquées dans le financement de l'industrie de guerre allemande qui fournit le régime d'Erdogan.

26/03, Berlin (Allemagne). Le Vulkangruppe NetzHerrschaft zerreißen (Groupe Volcan Détruire la domination de réseau) revendique l'incendie de deux grosses liaisons de fibres optiques et de câbles électriques de quatre mètres de large et trente mètres de long sous le pont Mörschbrücke, appartenant aux opérateurs Base (opérateur belge), Level3 (gestionnaire de câbles sous-marins), Globalmetro (opérateur pour des bases militaires), Tele-Com, LIT (en charge des réseaux de l'administration à Berlin), Colt (gestionnaire des réseaux de l'État allemand) ainsi qu'à d'autres opérateurs militaires et non-militaires. Le but de l'action était de perturber l'aéroport de Tegel, l'administration à Berlin, les communications militaires ainsi que des entreprises technologiques. Pour ce qui est des câbles électriques de 10.000 volts brûlés, 6500 domiciles et 650 entreprises ainsi que le tribunal et une zone dédiée à la biotechnologie (provoquant un début d'incendie chez Bayer) ont été privés de courant pendant plusieurs heures. 4000 clients ont été privés d'Internet.

Avril 2018, Berlin (Allemagne). Les vitres de l'agence *Allianz* de la Strausberger Platz sont détruites. Cette compagnie d'assurance finance et investit dans de nombreuses entreprises allemandes d'armement, dont *Rheinmetall.* Le communiqué dit : « *Nous voyons cette action comme faisant partie des multiples et diverses*



actions de ces derniers mois et appelons à continuer d'attaquer profiteurs et investisseurs de guerre par tous les moyens qui sont à notre disposition ».

10/04, Berlin (Allemagne). Dans le quartier de Biesdorf, un véhicule de l'entreprise de métallurgie et d'armement *Thyssenkrupp* part en fumée.

13/04, Dresde (Allemagne). Incendie d'un véhicule de l'entreprise d'armement ThyssenKrupp. Revendiqué par *militante jugend*.

19/04, Brême (Allemagne). Un groupe de femmes revendique le bris de vitres d'une agence de la *Commerzbank* pour sa collaboration aux exportations de matériel militaire allemand en Turquie.

24/04, Leipzig (Allemagne). Pendant la nuit, la vitre d'un bureau du bâtiment de *Siemens* est brisée et plusieurs molotovs jetés dedans. Ailleurs, c'est un véhicule de *Siemens* qui brûle. Tous deux sont complètement détruit par les flammes. *Siemens* joue un rôle important dans l'industrie de guerre allemande, et la revendication de ces attaques s'inscrit dans la campagne de solidarité avec les défenseurs d'Afrin.

12/05, Berne (Suisse). Attaque incendiaire contre le *Secrétariat d'État à l'Économie* (SECO), suite à sa responsabilité dans l'exportation de 5 tonnes d'isopropanol vers la Syrie en 2014, un composant de la production du gaz toxique sarin. Revendiqué notamment dans le cadre de «*Fight for Afrin*» qui, entre autres, appelle à attaquer les profiteurs de guerre dans leur propre pays.

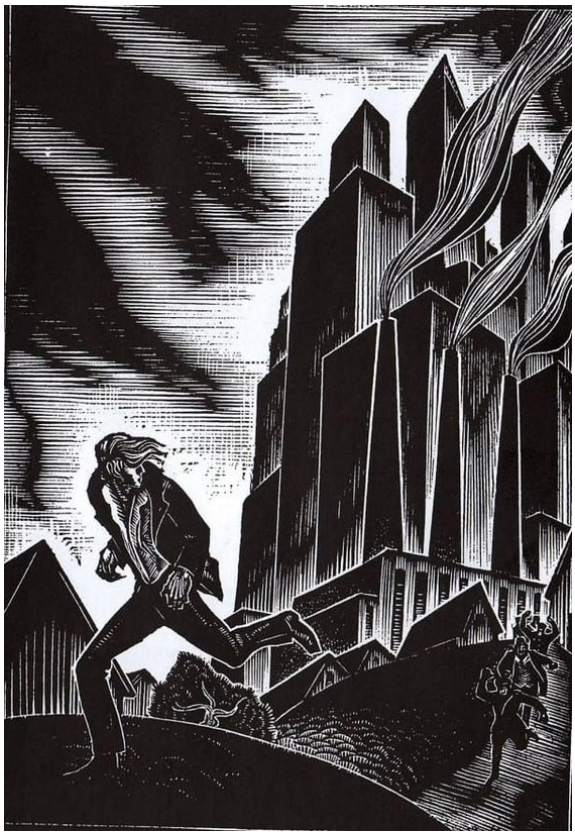
27/05, Roverè della Luna (Italie). Dans le Trentin, huit véhicules de l'armée, dont deux chars Leopard et des bus, sont incendiés au sein de cette caserne utilisée comme stand de tir et centre d'entraînement du Génie.

9/06, Dresde (Allemagne). Près d'un hôtel, deux véhicules de la *Bundeswehr*, l'armée allemande, sont incendiés au cours de la nuit.

7/07, Hanovre (Allemagne). Deux camions de l'armée sont incendiés dans la zone industrielle de HannoverHainholz. Ils sont entièrement détruits. « *Pour un monde sans domination !* », dit le communiqué.

16/07, Berlin (Allemagne). Incendie d'une voiture de l'entreprise Dräger rue Hänsel à Baumschulenweg. Cette entreprise fournit notamment des masques à gaz à la police et à l'armée (en Allemagne mais aussi à la Russie ou la Turquie) «*Liberté pour tous les prisonniers du G20*» dit notamment le communiqué.

8/08, Berlin (Allemagne). Un camion de la filiale de l'entreprise ferroviaire allemande *Deutsche Bahn (DB Schenker)* est incendié dans le quartier de Wedding. Elle est notamment chargée de gérer le quartier général de la logistique de l'armée à Kassel. Revendiqué par les groupes autonomes, contre la collaboration de l'armée allemande avec le régime turc et en solidarité « *avec tous les prisonniers de la guerre sociale enfermés dans les centres de détention du système* ».



21/08, Berlin (Allemagne). Des groupes autonomes attaquent la *Société Allemande pour la Politique Extérieure*, un cercle de scientifiques, politiciens et entrepreneurs dédié à la sécurité, à l'aide d'un engin incendiaire composé de 13 litres d'essence et d'huile. La revendication insère cette attaque dans la lutte contre la guerre et l'industrie militaire.

18/12, Leipzig (Allemagne). Un utilitaire de l'entreprise d'armement *ThyssenKrupp* est incendié, comme réponse à la menace de l'invasion de l'armée turque du Rojava et en solidarité avec les luttes dans les régions kurdes.

2019

29/1, Rostock (Allemagne). Quatre camions de *Deutsche Bahn/ Schenker* sont incendiés. *DB/Schenker* est un prestataire de services de l'OTAN et de l'armée allemande. La revendication précise le rôle de l'industrie de l'armement allemande dans la guerre au Kurdistan et conclut « *guerre à la guerre, liberté pour tous* ».

15/2, Munich (Allemagne). Alors que se déroule la conférence de l'OTAN sur la sécurité, un minibus de policiers de la région de Rhénanie-Palatinat, affectés provisoirement à Munich pour protéger la conférence, est incendié vers 2h du matin dans le quartier Zamdorf. Les dégâts sont estimés à 70 000 euros.

17/2, Brême (Allemagne). Dans la nuit, deux camions de l'armée allemande sont détruits par un incendie dans le quartier de Neustadt. La revendication précise que cette action a été réalisée alors que se déroulait la conférence de l'OTAN sur la sécurité à Munich, en se terminant par « *Nous avons établi une pratique locale de sabotage direct contre la folie mondiale de l'oppression militaire et économique.* »

1/3, Munich (Allemagne). En Bavière, deux voitures de l'entreprise de technologies du contrôle, de la surveillance et de la guerre Siemens sont incendiées dans la nuit à l'est de la ville. « *Contre la guerre, les frontières, la domination et l'exploitation. Force et courage aux arrêté.e.s à Turin et à Zurich* » termine la revendication.

12/8, Francfort-sur-le-Main (Allemagne). Dans le quartier de Bockenheim, un véhicule de *Siemens*, multinationale impliquée dans l'industrie militaire et carcérale, est incendié en solidarité avec tous les prisonniers anarchistes.

5/9, Brême (Allemagne). Vers 2h45, un autocar de la *Bundeswehr*, l'armée allemande, est incendié en plein centreville. L'attaque

est revendiquée en solidarité avec les prisonniers anarchistes, notamment parce que « *L'armée allemande fait partie de cette normalité de merde qui tue, patriarcale et autoritaire.* » 15 000 euros de dégâts.

17/10, Berlin (Allemagne). Le siège de l'entreprise *Thyssenkrupp* est attaqué avec des marteaux. Les assaillants laissent un tag « *Combattre la guerre et le fascisme ici* ». *Thyssenkrupp* a une importante section du développement et de la production dédié au secteur de la défense.

30/10, Berlin (Allemagne). Les *Groupes Autonomes* revendiquent l'incendie d'un fourgon de l'entreprise d'énergie *Veolia*, dont sa filiale de logistique, *NOB*, est un prestataire de services pour les armées de l'OTAN.

5/11, Berlin (Allemagne). Les vitres des bureaux de l'entreprise industrielle *Karcher* sont brisées, notamment pour sa participation au développement de matériel de guerre.

6/11, Berlin (Allemagne). La façade d'un concessionnaire *Mercedes* est attaquée avec des pierres et de la peinture, notamment pour ses contrats avec de nombreuses armées dans le monde pour la fourniture de véhicules militaires.

7/11, Berlin (Allemagne). Bris de vitres et jets de peinture chez l'agence publicitaire *Crossmedia*, qui s'occupe de la campagne de recrutement de la Bundeswehr (armée).

8/11, Stuttgart (Allemagne). L'entrée d'un établissement du groupe industriel *Thyssenkrupp*, qui fournit les systèmes électriques des chars Leopard 2 utilisés par l'armée turque en Syrie, se mange des pierres. Les assaillants foutent aussi le feu devant l'entrée et revendiqueront leur action comme acte de solidarité avec « *le peuple kurde* ».

11/11, Kiev (Ukraine). La *Cellule de solidarité révolutionnaire* revendique le sabotage incendiaire de deux antennes-relais à Zahaltsy et Piskivka, dans les environs de la capitale. Les antennes appartiennent à l'entreprise *Lifecell*, filiale de *Turkcell*, importante entreprise turque de télécommunication. Les attaques ont été effectuées en signe de solidarité contre l'invasion turque en Syrie.

15/11, Geisenheim (Allemagne). En Hesse, à l'aide de pneus, le *Autonome Gruppe Kommando Hêlîn Qereçox/Anna Campbell* met le feu à l'arrière du bâtiment administratif de l'entreprise d'armement *Ferrostaal*. La longue revendication explique le rôle de cette entreprise, qui livre son matériel de mort notamment au régime d'Erdogan et à l'Arabie Saoudite et exprime sa solidarité avec la « *lutte de libération kurde* », « t*ous les compagnons et compagnonnes en cavale, en prison et en lutte* » et « *Loïc et les 3 du banc public* ».

27/11, Dresde (Allemagne). Un poid-lourd du groupe industriel *Thyssen-Krupp* est « *démoli* ». Une bonne partie des activités de *Thyssen-Krupp* se situent dans le secteur de la défense, et son nom figure sur la liste « *Ennemis de la liberté* » qui recense les entreprises de ce secteur, trouvable sur herzdeskrieges.blackblogs.org

29/11, Gênes (Italie). Une voiture du consulat de Turquie est incendiée dans le quartier de Castelletto. Revendiqué par la *Cellule anarchiste Lorenzo Orsetti*, contre la guerre et otamment parce que « *C'est à nous, les anarchistes, d'en finir avec ceux qui un jour ont décidé que certains pouvaient soumettre les autres, par la force et l'arrogance. Nous devons être en permanence une épine dans le pieds de l'oppresseur, c'est nous qui devons dicter les temps de l'attaque et non pas le faire seulement quand par-ci par-la dans le monde tombent les tonnerres de la répression.*»

1/12, Hambourg (Allemagne). Une *cellule féministe autonome* revendique l'incendie d'un utilitaire de l'entreprise *Bosch*, le géant

Parmi les grandes questions rarement prises en considération, il y en a une qui est en mesure d'interroger la civilisation même dans laquelle nous vivons : à quoi sert l'énergie dans la société actuelle ? Si l'énergie consommée par chaque individu dans son quotidien est négligeable, contrairement à ce que cherchent tendancieusement à faire croire les multinationales de l'énergie dans leurs spots publicitaires, parvenant à faire oublier que l'on pourrait (ré)apprendre à vivre sans, c'est loin d'être le cas pour l'industrie civile et militaire, dont une seule entreprise est capable de consommer chaque année une énergie équivalente à celle d'une ville entière. Sans parler de la guerre, qui dévore de l'énergie à des niveaux inimaginables.

Force est ainsi de reconnaître que le capitalisme n'est pas seulement bon à nous en-fumer, mais qu'il est aussi doué dans l'art de l'esquive, avec sa fable de la transition énergétique. Une diversion aussi efficace que mensongère, puisque notre société tend à accumuler, et non pas à remplacer ni à substituer, comme l'illustre terriblement l'histoire de l'énergie depuis deux siècles. Mais revenons à notre question initiale, à laquelle deux sabotages en en Allemagne sont venus récemment apporter un élément de réponse.

Le 21 mai à Munich, des noctambules ont attaqué le réseau d'électricité et de fibre optique, avec pour principal objectif la société d'armement *Rohde & Schwarz* car – comme on peut le lire dans un communiqué de revendication – « *Rohde & Schwarz est l'une des nombreuses entreprises qui tirent leurs profits de la production d'armes, de la guerre et de la mort, et qui contribuent à ce que depuis des années l'Allemagne figure parmi les 5 premiers exportateurs mondiaux d'armement* ». Un simple feu dans une tranchée, détruisant une cinquantaine de câbles électriques de moyenne tension, a suffi pour que l'entre-prise de mort en question soit à sec pendant plus de 24h.

Quelques jours plus tard, dans la nuit du 25 au 26 mai, à l'est de Berlin, le Groupe Volcan a incendié avec succès six câbles électriques à haute tension. La destruction de ces câbles, aisément accessibles, n'a rien de fortuit, puisqu'ils sont situés à 250 mètres du site de l'usine Tesla en construction. Comme le dit un communiqué, il s'agissait de rappeler que « mettre fin à l'idéologie du progrès technologique illimité et à la destruction mondiale de la planète ne se fera pas seulement avec de belles paroles. A l'avancée de cette destruction – nous opposons le sabotage ».

Si l'approvisionnement énergétique est vital pour les industries de la domination, aussi bien civiles que militaires... couper ces dernières à la source le devient alors tout au-tant. Ni plus ni moins.

Une énergie d'avenir : le feu ?, *anarchie!* n°15, juin 2021

industriel dont une importante partie des activités sont concentrés sur le secteur de la sécurité et de la défense.

2/12, Berlin (Allemagne). Pendant la nuit, des saboteurs pénètrent dans l'enceinte de l'entreprise d'armement *Thyssen-Krupp* et mettent le feu à trois poids-lourds. *ThyssenKrupp* est un grand fournisseur du régime d'Erdogan, comme explique la revendication, qui termine en envoyant ses salutations aux « *trois du banc public* » et à Loïc (incarcéré à Hambourg pour des faits autour du G20) et sur « *Feu et flammes aux prisons et aux fabricants d'armes* ».

4/12, Thessalonique (Grèce). L'*Organisation d'Action Anarchiste* revendique l'attaque incendiaire contre la caserne de l'OTAN auprès du quartier général de l'*OTAN-Rapid Deployable Corps Greece*, en réponse à la guerre déclenchée par l'armée turque contre les rebelles kurdes.

10/12, Kiev (Ukraine). Des *Makhnovistes* revendiquent la destruction incendiaire d'une antenne-relais de téléphonie mobile de *Lifecell* (filiale de l'entreprise de télécommunications turque *Turkcell*) en réponse à la guerre au Rojava : « *Les partisans kurdes détruisent les antennes de Turkcell – nous sommes heureux de reprendre à notre tour le flambeau de la lutte* ».

11/12, Berlin (Allemagne). Dans le quartier de Charlottenburg-Wilmersdorf, une voiture du géant de l'armement *ThyssenKrupp* part en fumée vers 3h du matin.

17/12, Zurich (Suisse). Le *Commando Sehit Bager Nujiyan* revendique l'incendie de deux voitures d'un concessionnaire *Mercedes*, le jour de la visite d'Erdogan en Suisse. *Mercedes* est épinglée pour sa livraison de véhicules militaires au régime turc.

2020

31/1, Berlin (Allemagne). Devant un de ses établissements, trois utilitaires de l'entreprise d'armement *ThyssenKrupp* sont incendiés « *pour montrer notre solidarité avec la lutte des forces autoorganisées du Rojava contre la Turquie* » dit notamment le communiqué.

6/3, Zurich (Suisse). Sur le parking d'un concessionnaire *Mercedes* à Oerlikon, plusieurs voitures sont incendiées. La revendication souligne que *Mercedes* est un important fournisseur de véhicules militaires pour l'armée turque et finit par « *Fight for Rojava* ».

8/3, Ukraine. Les *Enfants de la Mère Anarchie* (référence à la chanson attribuée à Makhno) revendiquent l'incendie d'une antenne-relais de *Turkcell* (entreprise turque de télécommunications) comme un salut aux combattantes au Kurdistan. « *Mort à tous les tyrans, d'Erdogan à Poutine* ».

7/6, Wuppertal (Allemagne). En Rhénanie-du-NordWestphalie, un combi T6-Widder de l'armée est incendié au petit matin, une semaine avant la « *Journée de la Bundeswehr* » qui se déroule dans différentes bases militaires partout dans le pays.

5/8, Herstal (Belgique). Dans la province de Liège, si l'origine du sinistre reste inconnue, à part qu'il s'agirait d'une « *combustion* », le fait est assez curieux : vers 6h du matin, le feu se déclare dans un bâtiment de la station de transformation d'électricité de Herstal. La station est lourdement endommagée et le courant (elle transformait la haute en moyenne tension) coupé dans plusieurs communes, dont la zone industrielle des Hauts-Sart, « *extrêmement énergivore* ». Herstal est bien connue pour sa concentration d'entreprises d'armement, comme par exemple la fameuse FN *Herstal*. Toutes les usines de mort sont à l'arrêt après cet incendie.

19/9, Cavaillon (France). Le centre de recherche de *Saint-Gobain*, qui développe des produits pour la Défense et a pour actionnaire une des familles les plus riches du Chili reçoit deux dispositifs incendiaires. Les 200 employés sont évacués et des démineurs envoyés sur place. Revendiqué en « *Solidarité avec les prisonni.ères de la révolte au Chili* » et les anarchistes « *Monica et Francisco* ».

31/12, Leipzig (Allemagne). Sept jeeps militaires garées dans l'enceinte d'un concessionnaire *Mercedes* sont incendiées. La longue revendication expliquant le rôle néfaste de l'armée termine sur « *Pour un 2021 rebelle !* » et se solidarise avec les antifascistes arrêtés à Leipzig.

2021

14/2, Limeil-Brévannes (France). Dans le Val-de-Marne, un des bâtiments de l'entreprise Ommic, hébergeant des laboratoires où elle conçoit et produit semi-conducteurs et puces électroniques pour les antennes-relais, la 5G, l'armée et l'aérospatiale est incendié par *Des martiens de passage* qui concluent : « *Pour la liberté* ».

24/2, Berlin (Allemagne) Un véhicule de l'entreprise d'armement *ThyssenKrupp*, qui fournit notamment la flotte militaire grecque, est incendié en solidarité avec D. Koufontinas en grève de la faim.

27/2, Thessalonique. L'*Initiative anti-militariste anarcho-communiste* revendique le placement d'un dispositif incendiaire sur la voiture privée d'un militaire au centre-ville.

14/04, Berlin (Allemagne). Des *Groupes Autonomes* mettent le feu à une vingtaine de nouvelles voitures, la plupart des SUV, sur le parking d'un concessionnaire Nissan dans le quartier de Köpenick. Dans la revendication, ils soulignent que Nissan est un de plus gros fournisseur de véhicules pour la police, pour des entreprises de sécurité privée et pour l'armée.

1/05, Jena (Allemagne). Vitres cassées et jets de peinture contre les filiales de la Commerzbank et de la Deutsche Bank, qui sont ciblées pour leurs investissements de l'industrie militaire allemande, fournisseur du régime d'Erdogan. « Cassons le capitalisme et le fascisme partout dans le monde ».

15/5, Grèce. Les *Cellules d'Action Directe* revendiquent vingt attaques incendiaires contre des cibles policières et étatiques à Athènes et à Thessalonique. Leurs actions se sont déroulées ces derniers mois et une bonne partie avaient déjà été revendiquées, mais la revendication contient une proposition de créer un « réseau de violence révolutionnaire » afin d'amplifier l'expérience des Cellules d'Action Directe. Les cibles attaquées à Athènes : la Fondation pour la recherche économique et industrielle (IOBE), le 3ème centre des impôts, la résidence de Stratos Mavroeidakos (coordinateur des projets gouvernementaux de Nea Demokratia), un véhicule de police, le domicile du lieutenant-général de la police grecque à la retraite, Christos Kontaridis, le domicile du général de brigade de la police grecque, Michalis Ladomenou, le domicile de Giannis Katsiamakas (président de la Fédération panhellénique des fonctionnaires d'Athènes (POAXIA) et lieutenantgénéral de la police grecque à la retraite, le domicile et la voiture de Katerina Magga, dirigeante de la police de Patissia. Les cibles attaquées à Thessalonique : les bureaux de l'Union hellénique-américaine, un véhicule du ministère du Travail, des résidences de militaires, en face du siège de l'OTAN, le portail du ministère de la MacédoineThrace, le domicile du policier Hatzi Ilias, la maison du président du Syndicat des policiers de Thessalonique,

Dimitrios Padiotis, le domicile du magistrat à la retraite, ancien président de la Cour d'appel, Antonios Tsalaportas, le domicile de la politicienne de Nea Demokratia Aphrodite Latinopoulou, un véhicule du corps diplomatique, la maison de la famille, de droite, du lieutenant-colonel Georgios Paskonis, le domicile de la famille Nakos, de droite, le domicile de la famille Kosmidis, de droite.

6/5, La Ciotat (France). Dans les Bouches-du-Rhône, un sabotage est commis sur le poste source *Athélia* du réseau électrique au cours de la nuit, privant 15 000 clients de courant sur La Ciotat et Ceyreste. Le parc d'activité industrielle *Athelia* (300 entreprises) héberge des entreprises comme *Thalès*, *Arpège*, *Trees Télecom* mais aussi le datacenter du câble sous-marin Tier 4 géré par *Interxion*, dont le courant a ainsi été coupé. Les réparations du poste, qui alimente aussi 17 sous-stations de La Ciotat, ont pris cinq jours.

10/9, La Haye (Pays-Bas). Deux distributeurs de billets des chemins de fer hollandais (*Nederlandse Spoorwegen*, NS) sont incendiés à la gare du quartier de Moerwijk. Ces machines gérées et exploitées pour le compte de la société ferroviaire par la société *Thales*, n'est qu'une partie du business de cette dernière, spécialisée dans l'industrie de l'armement et de la sécurité, y compris aux frontières. « *Thales profite de la forteresse Europe, de la guerre et du militarisme. Thales est notre ennemi. Où que se trouve l'entreprise, il faudra l'attaquer* » conclut le communiqué.

16/10, Nuremberg (Allemagne). Suite à la condamnation d'antifascistes à Leipzig, un camion de la société de logistique *Deutsche Bahn/Schenker* est incendié. Cette entreprise travaille pour l'OTAN et fournit des équipements à l'armée turque. « *Liberté pour tous* », conclut la revendication.

24/11, Brême (Allemagne). Le lendemain d'une revendication, deux engins incendiaires sont découverts devant les locaux de l'entreprise aérospatiale *OHB*. La revendication précisait le rôle de cette entreprise d'armement, détaillant notamment sa collaboration avec *Frontex* et l'armée (développement de radars et de systèmes de détection et d'espionnage par satellite). « *Nous avons décidé de cibler OHB, parce que nous voyons la nécessité de pointer ouvertement précisément des acteur-e-s qui se présentent en habits civils, alors qu'ils sont en même temps (co-) responsables de la mort de milliers de personnes, ainsi que de leur infliger des dommages économiques. […] Organisez-vous, préparez-vous et attaquez des entreprises comme OHB, mais aussi Rheinmetall et KMW, ou l'armée fédérale ellemême !* »

7/12, Brême (Allemagne). Un camion de l'armée allemande est incendié en centre-ville sur le site des profiteurs de guerre de l'entreprise *MAN*. L'attaque est revendiquée à la mémoire d'Alexis Grigoropoulos, dont le meurtre par la police grecque en 2008 avait donné lieu à une vaste révolte : « *Dans le droit fil du vieux slogan : ce qui brûle en Allemagne ne peut causer de dégâts nulle part ailleurs.* »

2022

1/1, Brême (Allemagne). *Des antimilitaristes autonomes* brisent plusieurs vitres de l'entreprise d'armement *Orbitale Hochtechnologie Bremen (OHB)* puis mettent le feu aux bureaux. « *OHB est considéré comme un groupe spatial et de haute technologie de renom. Depuis les années 1950, OHB construit principalement des systèmes basés sur les satellites, utilisés à des fins militaires.*» Plusieurs bureaux sur deux étages sont ravagés par les flammes, tandis que le reste du bâtiment souffre des fumées et de la suie.

1/2, Malmö (Suède). Une remorque de la multinationale de l'énergie *Shell* est incendiée dans la nuit par le *Groupe « Mort aux tyrans »*, en solidarité avec le soulèvement au Kazakhstan où l'entreprise exploite pétrole et gaz.

9/03, Biélorussie. Depuis le début de la guerre en Ukraine, au moins 8 personnes ont été arrêtées en Biélorussie pour avoir saboté le système ferroviaire. L'endommagement du système ferroviaire biélorusse est l'un des moyens utilisés par les gens pour poursuivre la résistance contre la guerre de Poutine et de Lukahshenko.

11/03 Mozyr (Biélorussie). Deux habitant sont soupçonnés de préparer la destruction d'équipements militaires russes qui se trouvent actuellement sur le territoire de la république et sont en route pour l'Ukraine. Les deux sont accusés d'avoir planifiés la destruction du matériel militaire de la fédération de Russie lors de son déplacement sur le territoire du district de Mozyr. A cette fin ils auraient préparé dix cocktails molotov.

ACTIONS RADICALES CONTRE LA GUERRE EN RUSSIE

Боец Анархист [combattant anarchiste], 5 mars 2022

Le 5 mars, le collectif « Combattant Anarchiste » a publié un bref compte-rendu des actions radicales qui ont eu lieu en Russie au cours de la semaine précédente.

Nous avons entendu de nombreux récits de manifestants pacifiques envoyés en prison pour avoir simplement brandi des pancartes - et nous applaudissons leur courage. Mais la résistance anti-guerre présente un autre aspect, plus piquant, qu'il est tout aussi important de faire connaître. Les Russes radicaux ne sont pas passifs et ne se contentent pas d'être des victimes ; ils prennent des mesures actives et radicales contre l'État et sa capacité à faire la guerre et à réprimer la dissidence. Parlons de certaines des actions directes courageuses qui ont eu lieu depuis le début de la guerre.

Ces derniers jours, il y a eu plusieurs attaques contre l'État. Toutes ou la plupart d'entre elles sont clairement spontanées. Mais cet élément radical est un excellent environnement pour les activités de combattants plus entraînés. En voici un bref résumé.

Lors d'un rassemblement anti-guerre, le 28 février, une voiture portant les inscriptions "Peuple, lève-toi" et "C'est la guerre" a percuté un cordon de police sur la place Pushkinskaya à Moscou. Après la collision, la voiture a pris feu, ce qui suggère la présence de substances inflammables à l'intérieur du véhicule. La voiture a rapidement été encerclée par des fourgons anti-émeute. Le conducteur a été arrêté, mais son nom n'est pas encore connu. En général, les forces de sécurité cachent clairement des informations sur cet incident ; seuls des détails fragmentaires ont été rendus publics.

Dans la nuit du 1er mars, quatre jeunes ont tenté de mettre le feu à un poste de police Le 5 mars, le collectif « Combattant Anarchiste » a publié un bref compte-rendu des actions radicales qui ont eu lieu en Russie au cours de la semaine précédente. 62 de Smolensk. Un marteau a été lancé et un incendie s'est déclaré. Malheureusement, les jeunes ont été placés en détention. Les médias officiels restent prudents quant à la nature politique de l'attaque. Selon eux, la raison de cet incendie criminel est « l'augmentation de l'impact destructeur des renseignements ukrainiens sur l'espace d'information russe.» Dans la vidéo publiée, les détenus font les aveux obligatoires aux forces de sécurité. Les méthodes de torture pour obtenir de tels témoignages sont bien connues.

Selon le canal telegram *Livre noir du capitalisme* (@ black_book_of_capitalism), dans la nuit du 2 au 3 mars à Voronezh, un inconnu a jeté un cocktail Molotov dans le bâtiment du bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire. Les forces de sécurité n'ont réussi à arrêter personne. Nous souhaitons aux partisans de la force et bonne chance dans leurs nouvelles entreprises.

Par ailleurs, selon le FSB, un homme de 36 ans a été arrêté à Moscou, qui a jeté deux Molotovs en direction du mur du Kremlin et dispersé des tracts anti-guerre. Il est maintenant arrêté en vertu de l'article 213 "hooliganisme". Le nom de cet homme courageux est encore inconnu.

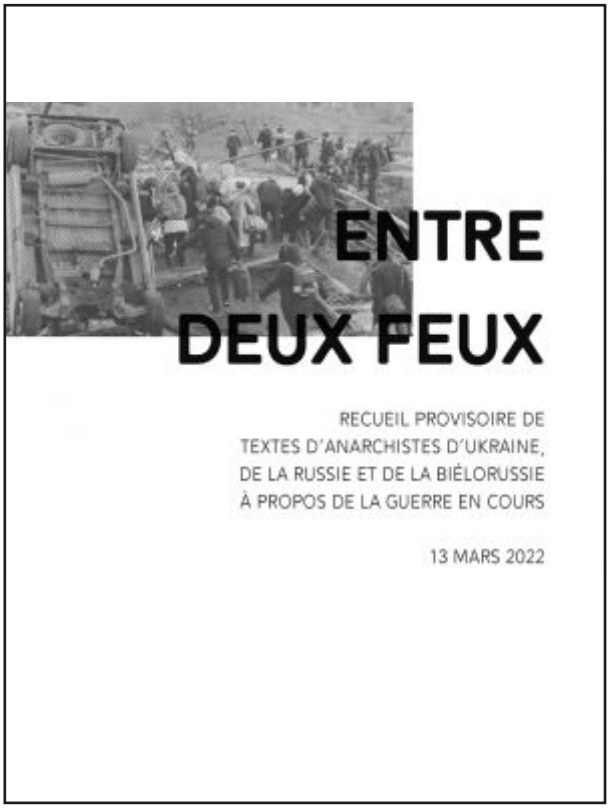
À Saint-Pétersbourg, Zakhar Tatuiko, barman de 24 ans, a été arrêté. Selon les enquêteurs, lors d'un rassemblement anti-guerre, il a pulvérisé du spray au poivre au visage d'une ordure ["мусор", le mot russe pour ordure, est aussi - de manière compréhensible - une expression familière pour « officier de police »], et pas une ordinaire, mais le commandant d'un régiment spécial. Nous ne savons pas si Zakhar a commis l'acte dont il est accusé, mais l'acte luimême mérite certainement l'admiration.

A Lukhovitsy, près de Moscou, un bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire a été incendié. Un guérillero inconnu a publié une vidéo et une déclaration. L'attaque est dirigée contre l'agression de Poutine en Ukraine. Nous saluons le sabotage de la machine de guerre des agresseurs. Nous appelons tous les résidents éveillés de Russie et de Biélorussie à suivre l'exemple d'un courageux saboteur près de Moscou :

« *L'autre jour, j'ai mis le feu au bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire dans la ville de Lukhovitsy, dans la région de Moscou, et je l'ai filmé sur gopro. J'ai peint le portail aux couleurs du drapeau ukrainien et j'y ai écrit : "Je n'irai pas tuer mes frères !". Après quoi, j'ai escaladé la clôture, arrosé la façade d'essence, cassé les fenêtres et jeté des cocktails Molotov dedans. Le but était de détruire l'archive avec les dossiers personnels des recrues, elle se trouve dans cette partie. Cela devrait empêcher la mobilisation dans le quartier. J'espère que je ne verrai pas mes camarades de classe en captivité ou les listes des morts. Je pense qu'il faut multiplier les actions. Les Ukrainiens sauront qu'en Russie, on se bat pour eux, que tout le monde n'a pas peur et que tout le monde n'est pas indifférent. Les manifestants doivent être inspirés et agir de manière plus décisive. Et cela devrait briser l'esprit de l'armée et du gouvernement russes. Que ces enfoirés sachent que leur propre peuple les déteste et les anéantira. La terre commencera bientôt à brûler sous leurs pieds, l'enfer les attend chez eux aussi.*»

Il convient de noter que les médias contrôlés sont réticents à rapporter des informations sur les actions anti-étatiques radicales. Les autorités craignent à juste titre que l'exemple devienne contagieux. Il est possible qu'il y ait eu en fait d'autres attaques ces derniers jours, mais nous n'en savons tout simplement rien.

Puisse l'esprit du jeune héros Mikhail Zhlobitsky se répandre dans tout le pays. (Mikhail Zhlobitsky était un anarchiste de 17 ans qui est mort lors d'une attaque contre le siège du FSB à Arkhangelsk, la po- 63 lice secrète russe qui est largement connue pour torturer les anarchistes). Aujourd'hui, toutes les forces de sécurité sont devenues des participants et des complices de l'intervention fasciste, des étrangleurs de liberté non seulement dans notre pays, mais aussi dans un pays voisin. Elles doivent être traitées en conséquence. Rejoignez la résistance, organisez-la là où la force organisationnelle est nécessaire. Agissez.

Extrait de la brochure *Entre deux feux. Recueil provisoire de textes d'anarchistes d'Ukraine, de la Russie et de la Biélorussie à propos de la guerre en cours, 13 mars 2022*.

Pour recevoir et diffuser des exemplaires sur papier de ce recueil : *solidarite_anarchiste@riseup.net*